



YouTube



Dimanche

9 juin 2024

17 pages

No. 626

Gratuit

Budget 2024-2025

- **Vinaye Ancharaz :**
« L'absence d'une vision à long terme est dangereuse pour l'économie »

- **Reza Uteem :** « Un high-tax et high-debt budget »

- **Dr Takesh Luckho :**
« Aucune mesure macro-économique ou fiscale pour baisser l'inflation »

- **Jayen Chellum :**
« Prend dan poche gauche zot met dans poche droite »

- **Arvin Boolell :** « Un budget électoraliste, décousu et décevant »

- **Kushal Lobine :**
« C'est un budget défaitiste d'un gouvernement en fin de règne »

- **Radhakrishna Sadien :**
« Rien sur le réajustement salarial »

- **Krit Beeharry :** « Les problèmes des petits planteurs pas pris en considération »



Actes de violence à l'école Jean Lebrun

Des élèves de Grade 2 traumatisés par leur enseignante



Goodlands

« Nous ne travaillerons pas dans la nouvelle foire! », préviennent les marchands de vêtements



Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





BioMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C
Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Budget 2024-2025

Vinaye Ancharaz, économiste : « L'absence d'une vision à long terme est dangereuse pour l'économie »

Un budget décevant. C'est l'avis de l'économiste Vinaye Ancharaz. « Le gouvernement avait over-promised mais a under-delivered », dit-il, sans détour. Pour lui, cet exercice ne ferait qu'accentuer la frustration au lieu de créer le *feel-good factor* voulu. Il s'explique : « Il y avait tellement d'attentes autour de ce budget, provoquées par le gouvernement lui-même, qu'à la fin du jour, il n'a pas eu l'effet escompté ». Par exemple, dit-il, des rumeurs faisaient croire que les fonctionnaires toucheraient une avance sur le PRB. Ou encore celle qui indiquait que l'âge d'éligibilité à la pension pourrait baisser. Or, tel n'a pas été le cas. « Je ne sais pas d'où elles sortent ces rumeurs, mais elles ont contribué à accroître les attentes de la population. D'où la déception ressentie après la présentation du budget », poursuit-il. Contrairement aux attentes populaires, les prix de l'essence et du diesel n'ont pas baissé et il n'y a eu point de réajustement salarial, poursuit-il.

Vinaye Ancharaz va même plus loin. « Est-ce que les personnes âgées sont contentes avec la hausse de Rs 500 qu'elles percevront durant les six prochains mois face au coût de la vie ? J'en doute fort, d'autant que rien n'a été annoncé concernant les prix des médicaments qui grignotent une grande partie de leur pension. Est-ce que les fonctionnaires sont satisfaits, sachant qu'il n'y a pas eu de rééquilibrage de leurs salaires après que le seuil du Revenu Minimum Garanti soit passé à Rs 18 500 et maintenant à Rs 20 000 ? Ce réajustement salarial, qui se faisait attendre depuis plusieurs mois, est plus que jamais nécessaire. Comme je l'ai dit, il y aura davantage de frustration », insiste l'économiste. « Loin d'être une élaboration de sa politique économique pour le moyen et le long terme et loin d'être un exercice de comptabilité, le budget est devenu, sous le présent gouvernement, comme une saison de récolte pour la population. Mais en fin de compte, il s'est tiré une balle dans le pied, puisqu'il n'a pas su répondre aux attentes de la population », dit-il.

Ne répond pas aux réalités économiques

Vinaye Ancharaz déplore l'absence de mesures visant à baisser les prix et atténuer les effets de l'inflation. Avec l'annonce d'une hausse de plus de 150% des frets maritimes, ce qui répercutera sur les prix des commodités, il est d'avis que le gouvernement aurait pu venir avec des mesures pour subventionner ces frais. Aucune mesure économique n'a été prise non plus. Pire, le budget contient, selon lui, certaines mesures réchauffées, comme le *'sheltered farming'* ou encore le Rivière-des-Anguilles Dam, qui est répété *ad nauseam* dans tous les budgets de ce gouvernement. « Ce budget ne répond pas aux attentes économiques. Il n'y a aucune mesure pour relancer l'économie. Pourtant, le ministre des Finances avait dit que ce budget allait reposer sur trois piliers : l'économie, le social et l'environnement. Or, il s'est concentré davantage sur le social, quelque peu sur l'environnement et pas du tout sur l'économie », dit notre interlocuteur.

Sécurité alimentaire : peine à décoller

Bien que le ministre des Finances évoque la sécurité alimentaire dans tous ses budgets, aucune mesure concrète n'a été prise, selon Vinaye Ancharaz, pour la faire vraiment décoller. « Il se contente de quelques mesures comme le *'sheltered farming'* ou des *'grants'* aux pêcheurs. Or, ces mesures ne sont pas assez conséquentes pour créer un grand effet. Dans les serres, par exemple, on ne cultive que des tomates et des poivrons alors que nous continuons d'importer des *'staple foods'* comme les oignons, les pommes de terre, et le maïs qu'on importe à hauteur de 50 000 tonnes par an. Pourquoi ne peut-on pas cultiver le maïs à un moment où la canne à sucre n'est plus profitable ? », se demande-t-il, en pointant du doigt le manque de vision du gouvernement. De plus, il estime que la sécurité alimentaire marche de pair avec une réforme agraire. « À Maurice, la plupart des terres est possédée par le secteur privé. Tant qu'il n'y a pas de démocratisation de l'économie, soit un partage plus équitable des biens et des terres telle que préconisé sous le gouvernement travailliste avant 2014, on

ne pourra pas avancer dans cette voie », ajoute-t-il.

PME : manque d'innovation et d'imagination

Évoquant les PME, Vinaye Ancharaz avance que ce secteur, en l'absence des mesures concrètes, continuera à souffrir. « Le secteur des PME est confronté à un problème d'innovation, lié au manque de compétitivité. Or, le gouvernement ne propose aucune mesure pour promouvoir l'innovation. Tant que les PME n'innovent pas, elles ne deviendront pas compétitives et elles ne pourront pas exporter leurs produits. Valeur du jour, elles fournissent davantage le marché local. Le manque total d'imagination pour ce secteur ne favorisera pas sa croissance », lance l'économiste.

L'absence de mesures en faveur des secteurs émergents est aussi décriée. Vinaye Ancharaz regrette qu'il n'y ait eu aucun nouveau secteur depuis les années 2000. Pourtant, il rappelle que le ministre des Finances a parlé, durant un de ses précédents budget, de secteur pharmaceutique, plus précisément de Biotechnology and Pharmaceutical Hub à Côte d'Or avec un seed capital de l'ordre d'un milliard de roupies. « Nous attendons toujours de le voir concrétiser. Ce n'est que maintenant, en fin de mandat du gouvernement, qu'il propose un *Blueprint* pour la mise sur pied d'une *Biopharmaceutical Regulatory Authority* », fustige-t-il. Idem pour la promotion de l'industrie digitale. « Aster ki ou pou alle fer sa ? Quand arrive à la fin de ou

mandat ? », s'interroge-t-il.

Vinaye Ancharaz ne manque d'ailleurs pas de souligner que certaines mesures à long terme ne pourraient être implémentées sous ce mandat. Les projets de drains en sont un exemple. « En 2022, un budget de presque Rs 11 milliards avait été voté pour les drains. Seulement 4% de ces projets a été réalisé. J'ai été choqué lorsque j'ai entendu le ministre des Finances dire qu'une autre enveloppe budgétaire de Rs 3, 5 milliards sera votée pour 132 nouveaux projets de drains. Où est la logique ? Dans deux ans, oune livré zis 4% ki fer à peine ene centaine drains. Aster ou pe alle vote larzan pou encore drains quand seki ou ti dire mem ou pane fer », tonne l'économiste. Les mesures phares, dit-il, sont plus ou moins des mesures à court terme, visant plus les prochaines élections qu'autre chose. « C'est regrettable puisque l'absence d'une vision à long terme est dangereuse pour l'économie », conclut-il.

Les mesures phares

- Femmes enceintes : Une allocation de Rs 3000 au bout des six check-up médicaux obligatoires
- Maternity Allowance de Rs 2000/mois pendant les neuf premiers mois pour les mamans
- Le Maternity Leave passe de 14 à 16 semaines
- Le Paternity Leave passe d'une à quatre semaines
- Social Register : L'allocation mensuelle passe à Rs 1500
- Survivor Support Scheme : Une 'one-off allowance' de Rs 5000 pour les victimes de violence domestique
- Organismes religieux : Le grant passe de Rs 125 à Rs 200 millions
- Chefs religieux enregistrés : Duty Free pour l'achat de véhicules tous les 7 ans
- Pèlerinages religieux à l'étranger : Des subsides seront accordés à partir du 1^{er} janvier 2025
- Le 'Child Allowance' passe de Rs 2000 à Rs 2500
- Distribution gratuite de serviettes hygiéniques aux jeunes filles de Grade 6 à Grade 13
- Internet gratuit pour les jeunes de 18 à 25 ans
- Augmentation de Rs 500 pour les pensions à partir de juillet 2024
- Le prix du pain maison maintenu à Rs 2.60
- Allocations CSG :
 - Rs 3000 pour ceux touchant moins de Rs 20 000
 - Rs 2500 pour ceux touchant moins de Rs 25 000
 - Rs 2000 pour ceux touchant moins de Rs 30 000
 - Rs 1500 pour ceux touchant moins de Rs 50 000
- Le revenu minimum garanti passe de Rs 18 500 à Rs 20 000
- Allocation Égalité des Chances de Rs 2000/mois aux foyers percevant moins de Rs 20 000/mois



Questions à...

Dr Takesh Luckho, économiste

« Aucune mesure macro-économique ou fiscale pour baisser l'inflation »

Q : Comment qualifieriez-vous le dernier budget présenté par le ministre des Finances Renganaden Padayachy sous le présent mandat ?

Je dois d'abord préciser qu'un budget est censé être un plan du projet ou de la vision économique d'un gouvernement pour le pays. Il doit élaborer les grands axes prioritaires visant à créer la richesse et augmenter le Produit Intérieur Brut (PIB). Or, en tant qu'économiste, je suis resté sur ma faim avec le dernier exercice budgétaire de ce mandat. Ce budget est basé sur la même philosophie que les précédents budgets de ce gouvernement. Il est dépourvu de vision économique.

Q : Diriez-vous que c'est un budget plus électoraliste qu'autre chose ?

Écoutez, le discours a duré pendant plus de deux heures, mais ce n'est que vers la fin, soit durant les trente dernières minutes, que le ministre des Finances a annoncé les mesures sociales. Et il a choisi de le faire en français, quoique c'est son choix personnel. Il avait soutenu lors de ses interventions pré-budgétaires qu'il serait guidé par trois axes principaux : l'économie, le social et l'environnement. Mais en réalité, il ne s'est focalisé que sur le social. Il a annoncé plusieurs mesures sociales, mais aucune mesure visant à

jeter les bases d'une économie durable et soutenable. Et ce, en dépit de son ambition affichée d'amener le pays vers une 'one-trillion economy'.

Q : Est-ce donc irréaliste ?

J'ai entendu des mots comme *Masterplan*, *Blueprint* et *Feasibility Study*, mais il n'y a pas vraiment de plan qui va dans ce sens. Rien n'a été dit sur des secteurs clés, tels que les services financiers, qui ont aidé notre économie à garder la tête hors de l'eau durant la Covid-19. Idem pour le secteur technologique. J'aurai du mal à demander à un jeune de rester au pays quand je sais qu'il n'y a rien qui puisse le retenir ici. C'est malheureux. C'est vrai que le ministre des Finances n'a pas retracé l'Atlas de Maurice avec ses projets de drains, comme il l'avait fait la dernière fois. Sans doute parce que le rapport de l'Audit lui a tapé sur les doigts, 96% des drains n'ayant pas été réalisés. Il a néanmoins annoncé 132 nouveaux projets de drains au coût de Rs 3, 5 milliards. Mais, je le maintiens, il n'y a aucun 'leading sector' pour l'économie.

Q : Mais allait-il vraiment venir avec des mesures de relance économique en fin de mandat, sachant que le gouvernement ne l'a pas fait durant ses deux mandats ?

C'est bien le ministre des Finances lui-même qui a donné cette impression dans ses discours pré-budgétaires. Il a maintenu qu'il n'y aura pas seulement de mesures « *labours dou* », mais en vain. Je n'ai rien contre les mesures électoralistes ou protectionnistes, mais on ne peut donner autant qu'on veut que lorsque l'économie va bien.

Q : Ces mesures électoralistes ou protectionnistes, comme vous le dites, ne risqueraient-elles pas d'exacerber la spirale inflationniste ?

Si ! On peut distribuer de l'argent quand l'économie va bien et lorsqu'il y a une croissance créée par la richesse et non par les secteurs non-productifs. N'oublions pas que le PIB est actuellement tiré par la construction et les projets IRS. Même si ceux-ci contribuent au PIB, ils ont très peu d'effets multiplicateurs bénéfiques au pays. Tout comme l'année dernière, les allocations CSG créeront une nouvelle fois un effet illusoire. Le travailleur verra son salaire augmenter, mais ce ne sera pas le cas en termes de valeur réelle. C'est regrettable qu'aucune mesure macro-économique ou fiscale n'a été prise pour baisser l'inflation. D'ailleurs, nous devons nous attendre à un cycle vicieux d'inflation. Les prix monteront en flèche. Les Rs 500 et Rs 1000 additionnelles



seront vite grignotées par cette hausse des prix. L'année dernière, rappelons-le, les allocations CSG avaient fondu comme neige au soleil. Les consommateurs subiront de nouveau les répercussions.

Q : Au final, on n'est pas sorti de l'auberge sur le plan économique ?

Non, on n'est pas sorti de l'auberge. C'est bien qu'il y ait des allocations sociales pour les catégories vulnérables. Mais il n'y a rien dans ce budget qui vise à améliorer le pouvoir d'achat, l'inflation, et la qualité de la vie. La population aura peut-être plus d'argent nominal en main, mais il y aura une baisse en termes de quantité ou de qualité de produits qu'ils achètent.

Propos recueillis par

■ Zahirah RADHA

EDITO

Delulu, Not the Solulu



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Delulu. C'est un terme généralement utilisé par la Gen Z pour exprimer sa désillusion. Un terme qui s'applique parfaitement au dernier budget présenté par Renganaden Padayachy vendredi soir. Le budget a été plutôt fade, illusoire, incohérent et sans aucune ambition économique. Il ne comporte rien qui puisse tirer le pays vers le haut en termes de développement, de croissance, de création d'emplois, de nouveaux piliers et du Produit Intérieur Brut (PIB). Alors qu'il avait fait miroiter une vision sur le long terme précédent son Grand oral, celui-ci s'est révélé être davantage une manœuvre électoraliste qu'un exercice de planification économique tourné vers l'avenir et les nouveaux défis tant internes qu'externes.

D'autant que nous ne sommes pas à l'abri des conséquences résultant des conflits géopolitiques, notre économie dépendant grandement – trop même – sur les importations plutôt que sur la production. Padayachy a ainsi raté le coche. Pas seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan social, voire même – osons le dire – électoral.

Au lieu de se focaliser sur les moyens pour stabiliser la valeur de la roupie et rehausser le pouvoir d'achat, le ministre des Finances a fait ce qu'il sait faire de mieux : jouer la carte du 'money politics'. Or, la distribution de l'argent à gauche et à droite, on l'a vu ces dernières années, n'est pas nécessairement la solution pour régler la cherté de la vie qui est l'ennemi no. 1 des familles et des foyers mauriciens. Nul besoin d'être économiste pour savoir qu'un excédent d'argent dans le circuit monétaire engendra une hausse des prix et de l'inflation. Pendant que les Mauriciens seront éternellement empêtrés dans la tourmente inflationniste, le gouvernement continuera, lui, à récolter les revenus provenant de la TVA. N'oublions pas que pas ces hausses des pensions et d'autres prestations sociales ne sortent que de nos poches et pas celles de

Padayachy, de Pravind Jugnauth ou du gouvernement MSM. Tout comme les fonds gaspillés et engouffrés par la mauvaise gestion du dossier Betamax, des respirateurs défectueux de Pack & Blister, des contrats alloués aux proches, agents et amies d'enfance ainsi qu'aux quincailleries et bijouteries provenaient de nos poches.

Pire, rien n'a été mentionné dans ce budget concernant la rétention de notre jeunesse mauricienne au pays. On voit mal comment un jeune de 18 ans ne sera pas tenté d'aller voir ailleurs quand on lui dit qu'il peut s'endetter dès l'âge de la majorité pour se procurer du matériel informatique. Comme si la dette publique frôlant les Rs 400 000 qui pendent sur la tête de chacun d'entre nous n'était pas suffisante pour lui faire « sauter la mer ». Et quid des jeunes professionnels de 25 à 40 ans ? Qu'a-t-il été prévu pour eux dans ce budget, outre une hausse des allocations de la CSG, une mesure temporaire dont la suppression a été recommandée par le Fonds International Monétaire (FMI) ? Comment le gouvernement contiendra-t-il la frustration de ces milliers d'employés diplômés qui ne percevront probablement pas plus que les Rs 20 000 dont bénéficieront

des travailleurs professionnellement moins qualifiés qu'eux sous le Revenu Minimum Garanti ? Comment calmer la colère de ces centaines de milliers de travailleurs qui attendent avec impatience une révision salariale depuis plusieurs mois ou encore de ces fonctionnaires privés du paiement de leur *overtime* et autres allocations depuis le début de l'année ?

Malgré toutes ses acclamations et ses 'tap latab', que le gouvernement se rende à l'évidence. S'il voulait appâter l'électorat avec ce dernier budget, sa tâche sera beaucoup plus ardue qu'il ne le pense, surtout avec son bilan peu flatteur ponctué par des scandales, du *total breakdown* du *law and order*, et de la politisation outrancière de nos institutions, entre autres. Les yeux doux qu'il fait aux hommes religieux à travers les facilités *duty free* – une mesure on ne peut plus clientéliste – pour l'achat des véhicules ne lui rapportera probablement pas les dividendes attendus. Le flux de commentaires les uns plus acerbes que les autres sur les réseaux sociaux suffisent pour comprendre la désillusion des citoyens. Padayachy et son gouvernement dirigé par Pravind Jugnauth finira par comprendre que « *delulu is NOT the solulu* ! ».

UP

Simla Kistnen

Malgré les épreuves et la douleur immense suite à l'assassinat de son époux, Simla Kistnen fait preuve d'une force d'âme remarquable. Sa détermination à découvrir la vérité et son inébranlable confiance en la justice divine sont admirables. Elle sait que le chemin sera ardu, mais sa foi en l'humanité et le soutien de ses compatriotes mauriciens l'aident à garder espoir. Sa persévérance et son courage sont une inspiration pour tous ceux qui traversent des moments difficiles. Même dans les circonstances les plus sombres, Simla Kistnen montre qu'il est possible de continuer à avancer, portés par la lumière de la vérité et de l'amour.



A ÉTÉ DIT



« On a contracté Rs 205 milliards de dette publique en plus depuis 2019, alors que pour les cinq ans entre 2014 et 2019, on a contracté seulement Rs 65 milliards de dette. Si on ajoute la «quasi-debt» dans l'équation, on aura contracté des dettes et dépensé pour l'équivalent de 5,5 mandats d'un gouvernement (sois 22,5 ans) sur un seul mandat de 5 ans ! »

Rajeev Hasnah
L'Express
Mercredi 5 juin 2024

C'EST ÉCRIT

Comme l'a dit Nelson Mandela : « Je ne perds jamais. Je gagne ou j'apprends. » Alors que Maurice trace sa voie vers l'avenir, elle doit embrasser les leçons du passé tout en restant ferme dans son engagement envers le progrès. Les erreurs de l'histoire doivent servir de guides, et non d'obstacles, vers une société plus équitable et prospère. Au cœur de cette vision se trouve la reconnaissance que le vrai leadership transcende les divisions générationnelles. Si l'énergie et l'enthousiasme de la jeunesse sont des atouts inestimables, ils doivent être tempérés par la sagesse et l'expérience de ceux qui les ont précédés. Dans le cas de Maurice, où la stabilité et la continuité sont primordiales, la nécessité d'une transition de pouvoir en douceur ne peut être surestimée. L'alliance des anciens Premiers ministres représente un pont entre le passé et l'avenir, offrant une feuille de route pour aller de l'avant. Leur vision est celle de l'inclusivité et de la collaboration, fondée sur la croyance que le progrès n'est pas un jeu à somme nulle, mais plutôt un effort collectif.

Ruben Ramdhony
Secrétaire général
Mauritius Global Diaspora
L'Express
Lundi 3 juin 2024



DOWN

Gouvernement



L'apparente offensive de recrutements dans la fonction publique ainsi que l'opération Koup Riban menées par le gouvernement semblent fortement teintées de favoritisme et d'opportunisme politique. Les informations suggèrent un ciblage disproportionné de certaines circonscriptions, notamment celles du Premier ministre et de ses alliés, au détriment d'une répartition équitable. Cette stratégie semble plus être une tentative désespérée de redorer l'image du gouvernement à l'approche des élections, que de répondre sincèrement aux besoins de la population.

Dans les coulisses...

Zot mem organisé, zot mem pas respecté

L'organisation du drill préalable à la présentation du Budget national 2024/25 a dû être répétée à cause de l'absence du photographe désigné du 'Government Information Service' (GIS) et du bureau du Premier ministre (PM). Une situation cocasse puisque c'est le GIS, sous la tutelle du bureau du Premier ministre lui-même, qui a organisé ce drill. Devoir le répéter impose non seulement une perte de temps précieuse pour les participants, mais démontre également une inefficacité organisationnelle de la part des services gouvernementaux impliqués. D'autant que les médias avaient, déjà pris la peine de déléguer leurs photographes, conformément aux directives, et de se conformer aux exigences strictes, notamment en termes de tenue formelle et d'équipement.

Un policier sous surveillance

Un officier de police, affecté à la protection d'un VVIP, est sous la surveillance des Casernes Centrales. Il lui est reproché d'avoir divulgué des informations sensibles à des tierces personnes, et d'avoir envoyé une lettre calomnieuse et mensongère à plusieurs collègues du département, ainsi qu'au chef du département. Lorsqu'on lui a demandé de fournir des preuves, il n'a pas été en mesure de le faire. La situation est étroitement surveillée par les Casernes Centrales.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans
le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Un Premier ministre déconnecté de la réalité vécue par les mauriciens

Lors de sa conférence de presse qui a suivi le grand oral de Renganaden Padayachy, ministre des Finances, le Premier ministre Pravind Jugnauth a tenté de présenter le budget 2024-2025 comme une réponse solide aux besoins d'équité sociale et de stabilité économique. Cependant, il semble déconnecté de la réalité vécue par de nombreux Mauriciens.

Il a exprimé sa satisfaction, saluant le travail accompli par son équipe, en particulier par le ministre des Finances, et a souligné que ce budget, le cinquième présenté sous son mandat, reflète une philosophie gouvernementale constante : celle de placer la population au centre de toutes les actions. « Ena ene philosophie dan tou sa ban budgets la, dan l'action gouvernement. Mo bien kontan ki sa fil conduteur la finn rest tout au long de nou mandat », a-t-il dit.

Toutefois, malgré ses déclarations optimistes sur la volonté du gouvernement de « favoriser l'équité sociale, récompenser l'effort et renforcer la stabilité », la situation économique du pays demeure préoccupante. L'inflation



galopante et la dévaluation de la roupie continuent d'accentuer les difficultés du quotidien pour de nombreux Mauriciens. Pourtant, il a déclaré : « Le pep ensam avec gouvernement pu nu kapav remette leonomi sur les rails. Bizin ena ene partage juste. Budget 2024/2025 pu lepep, li pe continuer prepare nu pu releve ban defis. »

Les mesures annoncées, telles que l'augmentation des pensions de vieillesse, semblent être des tentatives désespérées pour dissimuler les profondes failles de ce budget, et pour récolter des voix lors des prochaines élections générales. En réalité, il semble manquer cruellement de mesures concrètes pour améliorer réellement la vie des citoyens au quotidien. « Dan sa mandat la mem monn fini

depanse ban engagement ki mo ti prend avec ban personnes âgées, monn al au-dela », a-t-il avancé.

De plus, les promesses de contrôle des prix énoncées lors de cette conférence semblent peu crédibles face à une inflation persistante. Le gouvernement semble plus préoccupé par les annonces électoralistes que par la mise en œuvre de solutions durables.

« Nu finn subir différents chocs économiques : pandémie, guerre en Ukraine, instabilité au Moyen Orient. Sa inn impacter tou ban importations, linn deregler la chaine de distribution, finn ena hausse de prix/inflation. Sa ban evenements la finn impacter nu leonomi, mais nu finn vite relever la tete pu protege emplois/entreprises », a-t-il expliqué, concernant la gestion des différentes crises par le gouvernement.

Enfin, les déclarations sur une prétendue cohésion nationale sonnent creux alors que les inégalités sociales continuent de se creuser. Les Mauriciens sont de moins en moins convaincus par les intentions réelles du gouvernement, malgré les discours rassurants.

Arvin Boolell : « C'est un budget électoraliste, décousu et décevant »

Animant une conférence de presse après la présentation du Budget 2024/2025 par le ministre des Finances, le leader de l'Opposition, Arvin Boolell, souligne qu'il n'aborde pas les problèmes de fond, et qu'il comporte de nombreuses lacunes. Pour lui, l'aspect inflationniste n'a pas été pris en compte.



« La classe moyenne est laissée pour compte alors que l'inflation continuera de l'affecter. Aucune annonce n'a été faite concernant les prix des médicaments, qui ont connu une hausse drastique ces derniers temps. Le problème de la drogue, qui gagne du terrain dans le pays, n'a également pas été abordé, ni le maintien de l'ordre », dit-il. Dénonçant la mauvaise gestion de l'économie, le député travailliste a cité les gaspillages de fonds qui ont été faits à travers le paiement d'une somme de Rs 20 milliards pour la BAI, et de Rs 8 milliards pour Betamax, sans compter le projet des salines qui a coûté Rs 2 milliards.

Arvin Boolell qualifie le gouvernement d'irresponsable et irréfléchi. « S'il avait pris en considération l'économie du pays, il aurait pu effectuer des changements importants. De 2019 jusqu'à aujourd'hui, le pouvoir d'achat a connu une chute considérable. De 2010 à 2014, la population avait du pouvoir d'achat », estime-t-il. Selon lui, ce n'est pas l'argent qui comptait, mais le 'purchasing power', et le panier était rempli.

Il trouve également aberrants les chiffres du ministre des Finances, et estime qu'ils dissimulent la réalité en ce qui concerne la dette publique et la croissance. Il se demande donc qui en subira une fois de plus les conséquences ?

Arvin Boolell est également revenu sur le fait que les heures supplémentaires pour ceux travaillant dans la fonction publique n'ont toujours pas été payées. Pour lui, c'est un budget qui représente un désastre économique. Il y aura des conséquences à payer, dit-il. « Nous sommes dans une situation difficile. Aucune subvention n'a été accordée pour sauver les écoles privées qui sont sur le point de fermer. Ce gouvernement agit comme un pyromane. Aucune mention de l'économie bleue. C'est un budget trompeur ! », a conclu le chef du Parti Travailliste.

Kushal Lobine : « C'est un budget défaitiste d'un gouvernement en fin de règne »

Le député Kushal Lobine du parti Nouveaux Démocrates qualifie le budget de « budget de fin de règne ». Selon lui, il n'y a pas eu de mesures phares visant à relancer l'économie. Il indique que le gouvernement annonce des mesures sociales, mais il faut pouvoir créer de la richesse dans le pays. Pour lui, c'est un budget défaitiste d'un gouvernement en fin de règne qui se prépare déjà à une défaite dans quelques mois. « Il n'y a pas eu d'effet « wow » », dit-il. Selon lui, la dépréciation de la roupie, qui est un problème majeur dans le pays, n'a pas été abordée de manière concrète. « C'est un budget kot li finn déguise ban taxe encore une fois », souligne-t-il, et d'ajouter qu'aucune mesure n'a été prise pour revoir la baisse des taxes sur le prix des produits pétroliers.



Revenant sur la situation au port, par exemple, Kushal Lobine avance qu'il n'y a pas eu de mesures concernant les problèmes rencontrés au port. Il n'y a rien de concret qui a été dit concernant l'environnement non plus. Il n'y a que des annonces d'effets.

Reza Uteem, député et président de la commission économique du MMM :

« Un high-tax et high-debt budget »

« Décevant ! », tonne d'emblée le député Reza Uteem. « Quand les Mauriciens se rendent au marché ou au supermarché aujourd'hui, les prix sont toujours les mêmes. Il n'y a eu aucune baisse des prix que ce soit pour les produits alimentaires, les boissons et les médicaments », déplore-t-il. Il en est de même pour les prix des carburants. « Au lieu baisse prix, li pe donne Rs 1000 par-ci, Rs 2000 par-là, mais après li pou prend sa are ou mem », prévient l'élu mauve de la circonscription no. 2. Il fait d'ailleurs ressortir que les 'budget estimates' font provision pour des recettes additionnelles de Rs 30 milliards à travers la taxe. « Kot sa pou sorti ? Dan pos population mem sa pou sorti », martèle-t-il. Le député souligne, dans la même foulée, que la dette publique augmentera par Rs 45 milliards. « C'est à travers la taxe et la dette qu'il financera ce budget. Celui-ci ne générera pas de croissance et encore moins de développement », poursuit Reza Uteem.



l'élevage des huîtres. Pareil kouma ene lepok ti pou fer macadamia, vaccins, bicyclettes et motocyclettes ! », ironise Reza Uteem qui regrette l'absence de mesures pour la relance économique et la création d'emploi, entre autres. « Le gouvernement ne fait que taxer la population pour la distribuer ensuite. It's a high-tax and high-debt budget », insiste-t-il. Il prévient, dans la même foulée, contre une spirale inflationniste. « Padayachy sait que les prix augmenteront quand il y a too much money chasing too few goods. Cela créera inévitablement l'inflation. Raison pour laquelle il n'a même pas eu la décence de dire ce que sera le taux d'inflation. Il sait ce qu'il propose engendra une spirale inflationniste. Et il sait qu'il n'a proposé aucune mesure

pour stabiliser la valeur de la roupie », dit-il.

Au final, explique Reza Uteem, la dévaluation de la roupie persistera tandis que nos importations augmenteront. Conséquence : ce sont les consommateurs qui casqueront les frais. « Padayachy n'a pas l'honnêteté intellectuelle d'admettre qu'il reprendra de la main gauche ce qu'il a donné de la main droite », estime-t-il. Le premier souci de la population, rappelle-t-il, c'est la cherté de la vie. Or, avec ce budget, elle augmentera davantage. « Il aurait pu développer le secteur portuaire, en encourageant les gros navires à venir régulièrement à Maurice et à partir d'ici, il y aurait eu un flot de cargo pour desservir l'Afrique. Bane gros courriers ti pou préfère vine Maurice débarque tou so marchandises pour le marché mauricien et africain et à partir de Maurice, bane bateaux ti kapave alle vers l'Afrique. Fret ti pou baissé. C'est l'occasion pou fer sa avec l'instabilité au Moyen Orient, beaucoup bateaux pe bypass le canal Suède pour venir au sud en passant par l'Afrique du sud. Zot ti bien kapave aret zot à Maurice », conclut-il.

Budget 2024/2025

Incomplet et électoraliste, selon les syndicalistes

Après la présentation du budget, les syndicalistes de divers secteurs nous ont fait part de leurs réactions. Leurs attentes étaient élevées et ils espéraient des mesures concrètes et réalisables sous peu. Or, pour eux, le budget n'est guère convaincant.

Gheerishsing Gopaul (GSEA): « Rien pour combler les postes vacants »

Le secrétaire de la 'Government Services Employees Association', Gheerishsing Gopaul, estime qu'il y a des mesures qui vont certainement plaire à la population, mais qu'il faut se concentrer sur leur implémentation. Selon lui, il est important que le gouvernement mette l'accent sur le recrutement massif pour pallier les manquements dans divers secteurs.

« En ce qui concerne la classe

moyenne, aucune grande nouvelle n'a été annoncée alors que les attentes étaient très élevées. La chose la plus importante reste l'implémentation des mesures annoncées.

C'est un budget de continuité. Il y a plusieurs annonces qui ont été faites dans les budgets précédents mais qui restent irréalisées. Ce sont des



mesures qui restent dans les tiroirs. Le budget devait se concentrer sur le recrutement des fonctionnaires dans divers secteurs car il y a toujours un manque », déclare-t-il. Pour lui, ce

manquement est un grand défi qui doit être résolu. Il demande à ce que le gouvernement se penche sur ce sujet afin de trouver une solution.

Narendranath Gopee : « Ti kapav faire bien si ti ecoute ban syndicat »

Pour le négociateur de la 'Federation of the Civil Service and Other Unions' (FSCOU), Narendranath Gopee, certaines mesures annoncées dans le budget sont électoralistes, et aucune n'a été annoncée concernant la gestion du changement climatique, les services dans les hôpitaux,



entre autres, de même qu'aucun nouveau mécanisme n'a été apporté dans ce budget.

Le syndicaliste déplore plusieurs manquements et des choses qui existent déjà telles que les allocations et les assistances financières que le gouvernement avait l'habitude d'annoncer durant

chaque budget, dont les chiffres ont été revus à la hausse. « On aurait pu mieux présenter ce budget et venir avec beaucoup plus de mesures dans l'intérêt du public au lieu de l'axer sur les élections qui ne sont pas loin. Le gouvernement aurait pu faire mieux surtout s'il avait pris en compte les doléances de la population, ainsi que les propositions des syndicalistes », dit-il.

Kreepaloo Sunghoon : « Pas fin attaque problème majeur dans sa secteur agricole »

Le secrétaire de la 'Small Planters Association', Kreepaloo Sunghoon, affirme que les problèmes majeurs du secteur agricole n'ont pas été revus en profondeur. Pour lui, il n'y a pas eu de mesures concrètes dans le but d'encourager les petits planteurs. Selon le syndicaliste, le coût de production a connu une

hausse drastique et il n'y a pas d'espace pour la production. De plus, aucune annonce n'a été faite pour le stockage des récoltes. « Au final, même si des fonds ont été alloués pour l'achat de matériels et de fertilisants, le



problème dans ce secteur n'a pas été résolu comme il se doit. C'est beaucoup plus un exercice de comptabilité qu'une mesure économique dans le but de mieux encadrer les petits planteurs et les jeunes », estime-t-il.

Radhakrishna Sadien :**« Rien sur le réajustement salarial »**

Le porte-parole de la 'State and Other Employees Federation', Radhakrishna Sadien, parle d'une déception concernant l'ajustement salarial car il estime qu'il y a un retard depuis 2022. Il demande à ce qu'il soit revu au plus vite car cela est en train de créer une frustration parmi les employés. « De plus, des mesures concernant les recrutements des policiers

ont été évoquées, mais aucune mention n'a été faite pour les autres cadres dans la force policière. Aucune mention sur le contrôle des prix non plus, alors qu'on s'attendait à ce que l'accent soit mis sur la protection des consommateurs. Il faudrait avoir un contrôle au niveau des prix pour empêcher des abus ; dans certains cas, les prix ne sont pas affichés, et de ce fait il fallait venir avec un système afin de soulager la population et décourager les commerçants de pratiquer des abus sur les prix de certains produits », avance-t-il.

De plus, Il attendait également que l'accent soit mis sur la sécurité alimentaire, ce qu'il estimait très important. Il est d'avis que le gouvernement doit davantage investir dans le secteur agricole, et s'assurer qu'un mécanisme soit mis en place pour encourager le secteur.

Ajay Jhurry :**« Des annonces non-réalisées »**

De son côté, Ajay Jhurry, président de l'Association of Tourism Operators' (ATO), affirme qu'aucune proposition



n'a été faite cette fois-ci auprès du gouvernement lors des consultations pré-budgétaires, car les propositions faites la dernière fois n'ont pas été prises en considération. « Il semblerait que les propositions des syndicalistes ont été mises à la poubelle. Les décisions auraient dû être travaillées avec une approche plus équilibrée pour donner une marge de manœuvre plus confortable afin de soutenir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) dans le secteur du tourisme pour tenir le coup face aux problèmes qu'elles rencontrent en ce moment », dit-il.

Jayen Chellum :**« Prend dan poche gauche zot met dans poche droite »**

Le secrétaire général de l'association des consommateurs de l'île Maurice (ACIM), Jayen Chellum, estime que le budget dégage un parfum électoraliste.

« Pour moi, c'est un budget mi-figue mi-raisin », affirme-t-il. « Nous avons eu 'Bolo Noel' au mois de juin, surtout pour les pensionnaires et les personnes travaillant avec le 'Minimum Wage', ainsi qu'une série d'autres mesures », lance-t-il. Il souligne que l'aspect social de ce budget laisse penser à des tentatives d'influencer les électeurs en vue des prochaines législatives. Bien qu'il ne soit pas contre les mesures annoncées, il s'interroge sur la manière dont le gouvernement les mettra en œuvre.

Selon lui, ce budget est encore plus inflationniste et laissera un goût amer, malgré les efforts du gouvernement pour compenser la perte du pouvoir d'achat. Il déplore qu'aucune annonce concrète n'ait été faite concernant la révision des prix de certains produits alimentaires. « Une simple mention a été faite, alors que l'ACIM avait proposé de supprimer la taxe sur les produits alimentaires en conserve. De même, une révision à la baisse des prix de l'essence et du diesel a été demandée, mais cela n'a pas été pris en compte, bien que les prix des produits pétroliers aient baissé au niveau international et continuent de chuter. Auparavant, le gouvernement avait accordé des subsides sur huit produits de base comme le riz, la farine et les conserves, ce qui avait allégé la pression sur la classe moyenne et les plus démunis. Cette fois, il n'y a aucun soutien du gouvernement, alors que les prix des denrées sont élevés », fait-il comprendre.

Commentant la baisse du prix du gaz ménager, qui est passé de Rs 240 à Rs 190, soit une réduction de Rs 50, Jayen Chellum estime que les Mauriciens achètent leur bonbonne de gaz une fois par mois ou tous les deux mois. Pour lui, la priorité aurait dû être la baisse de l'essence et du diesel, utilisés quotidiennement. Selon lui, il est clair que l'inflation continuera d'augmenter. « Zot pe prend dan poche gauche zot met dans poche droit », souligne-t-il. Revenant sur la baisse des produits pétroliers, Jayen Chellum indique que le gouvernement obtient Rs 7.20 par litre d'essence et Rs 4.20 par litre de diesel, ce qui implique des milliards de roupies de revenus pour l'État.

D'autre part, concernant la hausse du revenu minimum à Rs 20 000, Jayen Chellum estime que sans soutien aux entreprises, beaucoup de personnes risquent de perdre leur emploi et il n'y aura probablement pas de recrutements. Il se demande si la relativité des salaires ne posera pas problème et si cela ne créera pas de frustration parmi les travailleurs.

En outre, le secrétaire de l'ACIM souligne que le gouvernement cherche à se positionner favorablement en vue des élections. Concernant l'économie, l'ACIM s'interroge sur les mesures prises pour la relance économique, car peu d'annonces ont été faites à ce sujet. Il juge scandaleux et irresponsable que le gouvernement mette en avant un plan directeur pour le projet de métro sans une politique nationale de transport. « On ne peut pas investir de l'argent à droite et à gauche sans se soucier des problèmes actuels de la population. Maintenant, le gouvernement va présenter le métro comme une vitrine pour que l'Inde puisse le vendre en Afrique », conclut-il.



VOX POPULI

Dernier budget de ce mandat :

Réactions des internautes

- Cascades prix la pharmacie lot Cascades prix dan supermarché ala msm so budget craz dimoune pauvres
- Budget la p coze zis casse. Aster la ou guetter couma pu couper trancher a cause narien pa ine baisser a part gaz
- Budze pou enbet electora pou gagn election
- 1 jour maurice pou coule couma Grece, Srilanka
- Nek p koz pension in ogmemter sa pu zt ena n lavantaz ladans p kouyone 3eme az pu elekcion sa.b pu dimoun miser li pan fer naryer banla pu ress miserr mem .b alor ki kaliter budget sa????
- In few years or nearly allready, mauritians will depend on foreigners to survive, bakeries/ small factories/transport/ medical/supplies/ import and maintenance.marquez garder
- Budget pa finn koz creation l'emploi pour le moment zis pension bnn mesure komik plito
- Poêlon inn sofé, mais pena nanryer pou cuit ladan
- Moi ek moh bannes camouades de classe ti capav prepare et présente ene meilleur budget ki sa...
- Est-ce vraiment un budget ? Il n'y a rien qui ressemble à un budget. Si telle était le cas où sont les projets pour diminuer le pouvoir d'achat des consommateurs pour combattre le fléau de la drogue. Il n'y a rien sur la sécurité
- Pas Ene budget digne apres ene pandémie cot in devaster tous secteur obligatoire ti bizin creer plusieurs pillier economic comme lusine manufacturier artisanal. Peche Sucre laitier. Technologie, metro tram, drones, agriculture plantation plante herbe, fleur's medicinale, hydroponic, aquaponic, creation plus d'emplois, pu exportation et moins importation. Universiter Des metiers aviatique, marine etc expo vente, atravers pays. Lusine automobile aviation green energy. Mega conference center kot tinpunrna plusieurs business meeting. Partage idee economic ek avancement ene pays lusine fabrication medicament. Creation plus demploie Fabrication piece satellite, robotic chips electronics. Kot li ene urgence a travers le monde en ce moment ek gros revenu sa ti pu creer plus opportunité revenues et aussi future pillier economy vraiment solide. Prend l'argent donner just pu un avantage electoral c une bribe Invisible eyewash total.
- Juste la contuiner avec augmentation pension veillesse csg mais pa pe trouve banne mesure phare ki pou capave relance leconomie et encourage linvestissement et paret ki sa banne augmentation la population pou retourne tout avec ene cascade daugmentation des produits alimentaire medicine à la pharmacie et autres chose encore
- Pna oken mesure pou relance, modernise, lkonomi, no apporte chngemt structurel pou rann li pli resilient. P tire nous poche, p poz dn nu lamain.. Moris p vinn rnn nation des assistés

Secteur agricole



Krit Beeharry : « Les problèmes des petits planteurs pas pris en considération »

Krit Beeharry de l'Association des Planteurs de l'Île affirme que c'est un budget « copié-collé ». Pour lui, les problèmes des petits planteurs n'ont pas été pris en considération, et tout ce qui a été annoncé dans les budgets précédents depuis 2014 n'a été que répétition. Il regrette qu'il n'y ait pas eu de mesures pour encourager les planteurs à aller dans le sens de la sécurité alimentaire, alors que cela devrait être l'objectif du gouvernement.

En commentant les 50% de subside pour l'achat d'engrais, le porte-parole des petits planteurs avance que c'est une décision qui a été prise pour encourager la production au lieu d'encourager les petits planteurs. Autre point que Krit Beeharry a fait ressortir, c'est que la subvention de 75% pour les semences de pommes de terre, d'oignons, de carottes, de haricots, d'ail et de tomates est restée la même.

En ce qui concerne la production des oignons locaux, Bella Rose et Francia, ils ne sont pas cultivés par les petits planteurs. Selon lui, si le gouvernement veut avoir une bonne production d'oignons dans le pays, il doit pouvoir mettre l'emphase sur des semences importées, aussi connues

sous le nom de 'high hybrid'. Il ajoute que la pénurie d'oignons sera pire cette année, car il n'y aura presque pas de production dans le pays.

Pour ce qui est de la subvention de Rs 250 000 pour l'achat des équipements, il estime que la somme est très faible car les prix ont flambé drastiquement. Pour la subvention de Rs 300 000 aux coopératives, ce ne sont que des effets d'annonce car très peu de coopératives sont structurées pour l'achat des équipements, selon lui. « Depuis un certain temps déjà, les planteurs avaient demandé un appareil spécial pour enlever les rochers dans les plantations, qui a un coût de plus de Rs 500 000. Jusqu'ici, il y a uniquement des chiffres de la part du gouvernement dans le but de faire croire que les planteurs bénéficieront de plusieurs mesures », déclare-t-il.

Si depuis 2014, plusieurs annonces faites ont été mises sur pied, il se pose donc la question de pourquoi la production est toujours en baisse. Pour Krit Beeharry, ce n'est pas normal que le gouvernement mette des facilités à disposition des planteurs mais que le problème reste le même. « Soit les mesures annoncées ne sont pas implémentées, soit ce ne sont que

des effets d'annonce de la part du gouvernement », lance-t-il. Le porte-parole de l'association des Planteurs de l'île met en garde contre une baisse de la production si le gouvernement ne prend pas en considération les problèmes auxquels les petits planteurs font face. Il soutient que la sécurité alimentaire n'est pas la responsabilité des planteurs, mais celle du gouvernement. « Le gouvernement doit encourager ces derniers à faire de la culture. »

« L'augmentation de l'allocation d'hiver pour les producteurs de thé, qui passera de 2,50 roupies par kg à 4,50 roupies par kg, n'est qu'un réajustement horizontal visant à couvrir le coût de production, mais cela n'augmente pas le profit. En 2010, il y avait environ 12 000 petits planteurs ; actuellement, nous nous retrouvons avec uniquement 600 petits planteurs », dénonce-t-il.

Il déplore ainsi l'absence de mesures au niveau de l'assurance face au changement climatique. Selon lui, il fallait avoir un plan pour relever les défis du changement climatique, mais ces plans n'ont même pas été évoqués, alors que plusieurs planteurs font face à des problèmes liés au changement climatique.

Eric Ng Ping Cheun, économiste : « Il réutilise des mesures existantes avec des chiffres actualisés »

Selon Eric Ng Ping Cheun, économiste, à l'approche des élections générales, le ministre des Finances a évité d'annoncer les réformes économiques structurelles recommandées par le FMI. « Le Budget 2024-25 ne traite pas des problèmes majeurs comme l'inflation, la dépréciation de la roupie, le manque de main-d'œuvre et le vieillissement démographique. Au lieu de cela, il réutilise des mesures existantes avec des chiffres actualisés pour les subventions et les soutiens financiers, sans innovations significatives pour diversifier l'économie », dit-il.

Il remet en question la résilience économique mise en avant par le gouvernement. Malgré les déclarations officielles, les petites et moyennes entreprises, ainsi que le secteur manufacturier, continuent de recevoir d'importantes aides publiques, estime-t-il. De même, le secteur des technologies de l'information et de la communication a vu une baisse du nombre d'entreprises ces dernières années.

« Le rebond du PIB après la chute de 2020 n'est pas une preuve de



résilience, surtout avec des prévisions de croissance modestes par le FMI. Le gouvernement justifie ses largesses budgétaires, comme l'augmentation de la pension de base, en s'appuyant sur cette

prétendue résilience. Cette décision, prise juste avant les élections, pose des questions sur la légitimité démocratique de telles mesures, contraignant potentiellement le prochain gouvernement. Un budget intérimaire pour la seconde moitié de 2024 aurait peut-être été plus approprié », conclut-t-il.

Actes de violence à l'école Jean Lebrun

Des élèves de Grade 2 traumatisés par leur enseignante

Ils sont une trentaine d'élèves complètement traumatisés après des traitements subis par nul autre que leur enseignante dans cet établissement. Certains élèves refusent d'en parler, par crainte, alors que d'autres sont tombés malades et sont suivis psychologiquement depuis un certain temps. « Sans raison, mo zenfants gagne gros gros la fièvre », confie un parent. Cette semaine, ne pouvant plus supporter cette situation, des parents ont décidé de prendre le taureau par les cornes. Une plainte a été déposée au poste de police de Plaine-Verte, à la brigade pour la protection de la famille et à la Child Development Unit (CDU). Les témoignages de ces quelques élèves que nous avons recueillis sont troublants. En racontant ce qu'ils ont subi, ils tremblent et finissent par fondre en larmes.

Leur calvaire a débuté en janvier dernier, lorsqu'ils ont accédé au grade 2, et qu'ils ont eu cette enseignante. Au début, certains élèves se sont plaints auprès de leurs parents des mauvais traitements reçus de leur enseignante. Dans un premier temps, une pétition a été envoyée au responsable de l'établissement, ainsi qu'au ministère de l'Éducation, mais aucune action n'avait été prise et l'affaire a tout simplement dégénéré, rendant ainsi la vie de ces petits écoliers plus difficile et les traumatisant également. Certains ont même cessé de se



plaindre auprès de leurs parents. Lorsque des égratignures ont été retrouvées sur des élèves, ils ont fait croire qu'il s'agissait de blessures dues à des jeux.

Des parents ont toutefois pris ces explications avec des pincettes et ont mené leur petite enquête. Quand ils ont allés à l'école, des enseignantes n'ont pas hésité à qualifier l'enseignante en question de « Miss Parasol ». Mais pourquoi Miss Parasol ? « Be aköz li batte zenfant coût Parasol », confie une collègue de l'enseignante. « Miss ine dire si nous alle dire nous parents, li pou batte nous coutte chaise », explique une élève de Grade 2. Mais ce n'est pas tout. Elle affirme n'avoir rien révélé également par amour pour ses parents. « Miss dire si nous ale dire nous

gagne battu, li pou faire la prière, parents pou gagne malade le cœur et zotte pou mort », explique l'élève. Traumatisée, elle a préféré se taire.

D'autres élèves ont également affirmé qu'un de leur camarade de classe a été privé de son déjeuner au quotidien. « Ena ene nous camarade, li ramasse so manger, li pas laisse li manger, li dire li to trop gros, pas bizin manger », explique les enfants, traumatisés par cette affaire. Un des parents affirme ne pas comprendre pourquoi les autorités prennent autant de temps à prendre des sanctions. Il affirme que le chef de l'établissement en question a été insulté par l'enseignante mardi dernier dans la cour de l'école, sans qu'il puisse réagir. « Ki coumsa ena dimoune ena

pouvoir dans sa pays la, pas capave touche zotte, ici nous zenfants ki pe traumatisé », se demande ce père de famille de 42 ans.

**« Mo Chacha advisor
Ministre »**

Dans son entourage, l'enseignante en question a laissé entendre qu'elle était apparentée à un homme proche du pouvoir, un ancien lord-maire occupant actuellement un poste de conseiller auprès d'un ministre. Cependant, l'homme en question a affirmé n'avoir aucun lien de parenté avec cette femme qui utiliserait seulement son nom. Une interrogation demeure sans réponse pour le moment : pourquoi le ministère de l'Éducation n'a-t-il pris aucune mesure suite à la première plainte accompagnée d'une pétition des parents, datant de plusieurs mois ? Cela soulève des doutes quant à une éventuelle protection dont bénéficierait cette enseignante.

Les parents réclament son départ de l'établissement, et qu'une remplaçante soit trouvée le plus vite possible. « Nou demande Madame Ministre l'éducation ecoute nous, nous banne zenfants pou ale perdi la tête si sa continué coumsa », dénoncent-ils. Ils souhaitent également un suivi psychologique.

Goodlands

« Nous ne travaillerons pas dans la nouvelle foire ! », préviennent les marchands de vêtements

Après les manifestations des marchands du Ruisseau du Pouce pour défendre leurs droits, c'est au tour des marchands de vêtements du marché de Goodlands de manifester pour se faire entendre. Ils attendent depuis deux ans une rencontre avec le ministre des Collectivités locales, Anwar Husnoo, pour exposer leur problématique, en vain.

Le jeudi 6 juin 2024, munis de pancartes, ces marchands en détresse ont entamé une manifestation pacifique dans l'enceinte du jardin de la Compagnie pour réclamer leur droit de travailler sur leur lieu habituel. Ils déplorent en avoir été privés pour travailler dans le nouveau 'fair-market' au coût de Rs 350 millions mais qui, selon eux, est plus adapté aux marchands de légumes qu'aux marchands de vêtements. Aucune disposition n'a été prévue pour eux. « Pena meme ene place pou nou apendant nous linge », dénoncent-ils.

De plus, ils soupçonnent que la répartition des étals se soit faite par tirage au sort, sans les consulter, en violation des réglementations existantes depuis 2016. Ishwarduth Guness, leur porte-parole, affirme

qu'ils ont demandé à plusieurs reprises des consultations sur la superficie qui leur serait allouée, mais se sont vu opposer des refus catégoriques. Pour lui, ce n'est pas une foire qui a été construite, mais « ene bazar ».

Le porte-parole indique également que sur les 600 étals prévus avec un budget de Rs 350 millions, seulement 354 ont été construits. Les marchands exigent des explications sur les 246 étals manquants, que ce soit du ministre ou des autorités du District Council. Ils déplorent l'attitude et l'inefficacité du ministre Anwar Husnoo sur ce point.

Par ailleurs, ils regrettent que la superficie où ils travaillaient ait été réduite de 22%, malgré plusieurs rencontres avec le président du District Council de Rivière-du-Rempart, sans qu'aucune action ne soit prise à ce jour. « Sa ban réunion la pas finn aboutie a narien », lancent les marchands angoissés.

Ce qui est scandaleux, selon Ishwarduth Guness, c'est que certains marchands sont privilégiés dans l'allocation des étals. Certains paieront Rs 500, tandis que les marchands de vêtements devront, eux, payer Rs 750. De plus, ceux occupant une superficie de 62 pieds carrés et ceux de 31

pieds carrés paieront le même montant, ce qu'ils jugent inacceptable et discriminatoire. Les marchands s'interrogent également sur le droit du District Council de lancer un appel d'offres pour détruire les structures qui leur appartiennent et sur lesquelles ils travaillent.

En outre, ils ont déjà payé les frais pour leurs étals pour le mois de juin. Régis par la 'Landlord and Tenant Act', ils estiment ne pas pouvoir être considérés comme des squatteurs. Aucun ordre officiel d'évacuation ne leur a été donné. Leur prochaine étape serait de manifester devant le District Council pour réclamer les allocations déjà payées.

Après cette manifestation, le ministre des Collectivités locales a rencontré les marchands pour écouter leurs doléances. Selon Ishwarduth Guness, ils ont été autorisés, pour l'heure, à travailler sur leur lieu habituel, mais une deuxième réunion est prévue la semaine prochaine, à une date qui sera communiquée ultérieurement. Ils espèrent que leurs problèmes seront résolus rapidement afin de pouvoir travailler comme avant, sans obstacles.



Hayfah Roushdana Goburdhun

De l'éducation au secteur de la santé

Hayfah Roushdana Goburdhun a suivi un parcours atypique avant de devenir chargée des relations avec les patients chez C-Care Wellkin. Passionnée par le domaine médical dès son plus jeune âge, elle a d'abord été enseignante en école primaire pendant deux ans. C'est en 2020 qu'elle a rejoint C-Care Wellkin en tant que stagiaire en finance, une opportunité pour se rapprocher de son rêve de travailler dans la santé. Depuis, elle est devenue chargée des relations patients, un poste alliant sa passion pour les sciences médicales et son expérience d'enseignante au service des patients. Dans cette interview, elle partage son parcours inspirant et sa vision sur l'avenir des soins.

Q : Pourriez-vous nous parler de votre parcours professionnel, de votre passage d'enseignante en école primaire à votre poste actuel de Patient Relations chez C-Care ?

J'ai suivi une formation en petite enfance (*Certificate In Educational Management In Early Childhood Education* (CEM-ECE) et je poursuis actuellement un BSC en Gestion des Ressources Humaines. Tout en postulant dans le secteur public pour un poste d'enseignante en école primaire, j'ai choisi de travailler dans une école privée pour acquérir de l'expérience en attendant une réponse. Je me souviens encore qu'on m'avait confié une classe compliquée, mais c'était mon défi et, à la fin de l'année, c'était aussi ma plus grande réussite. Après deux ans d'enseignement, j'ai dû quitter mon poste pour des raisons personnelles.

À cette époque, j'ai été convoquée à un entretien chez C-Care Wellkin pour le poste de stagiaire en finance. Il s'agissait d'un poste temporaire de 6 à 8 mois, ce qui me convenait car je voulais toujours reprendre ma vie d'enseignante. J'ai donc accepté l'offre et j'ai commencé mon parcours chez C-Care Wellkin en février 2020. Et le reste appartient au passé. De stagiaire en finance à *'Patient Relations Executive'*, j'ai apprécié chaque étape de ce voyage et je suis reconnaissante de toutes les opportunités qui m'ont été offertes au cours de ces années.

Q : Qu'est-ce qui vous a motivée à passer de l'éducation au secteur de la santé, et plus particulièrement à rejoindre C-Care ?

Depuis mes années étudiantes, j'avais pour ambition de devenir une professionnelle dans le secteur de la santé, que ce soit médecin ou technicienne de laboratoire. J'ai toujours aimé les sciences, les cours pratiques de biologie, mélanger des solutions ou observer des cellules au

microscope, c'était mon truc. Cependant, poursuivre une carrière dans le domaine médical était au-delà de mes moyens. Afin d'économiser pour réaliser ce rêve, j'ai travaillé dans des laboratoires médicaux, ou alors comme assistante d'enseignement dans une école maternelle. J'ai même été vendeuse dans quelques centres commerciaux avant d'être à nouveau enseignante en primaire.

Lorsqu'on m'a proposé le poste de stagiaire en finance chez C-Care Wellkin, c'était une énorme opportunité pour moi. Même si c'était très éloigné du métier de médecin, le plus important pour moi était que le poste se trouvait au sein d'un établissement de soins de santé et, en plus, c'était chez C-Care. Je savais que c'est ce que je voulais. Aujourd'hui, je ne suis peut-être pas médecin, mais mon poste de chargée des relations avec les patients me permet d'être exposée de manière très approfondie au monde médical. J'ai la chance de participer aux réunions en présence des professionnels de santé et de me familiariser avec le monde de la médecine, ce qui me fascine tout simplement.

Q : Comment votre expérience d'enseignante en école primaire a-t-elle influencé votre approche en termes de soins et des relations avec les patients chez C-Care ?

Être enseignant en primaire requiert d'avoir beaucoup de patience, de politesse, une bonne conduite et, plus important encore, de la persévérance. Chaque enfant a son propre rythme pour progresser et, en tant qu'enseignant, nous devons comprendre et aider chaque enfant à ne jamais abandonner.

Mon expérience d'enseignante m'est d'une immense utilité dans mon travail actuel lorsque je dois prêter une oreille attentive à un patient. Même si C-Care Wellkin s'efforce de fournir d'excellents soins médicaux et une assistance de qualité, le parcours du patient

n'est pas toujours le même pour tout le monde. C'est là que j'interviens, avec toute la patience nécessaire et la bonne volonté d'aider un patient. Il est de mon devoir d'écouter et de répondre aux questions de nos patients, et de garantir leur satisfaction.

Q : Pouvez-vous décrire l'environnement de travail et comment il vous a aidé à évoluer dans votre carrière ?

C'est un environnement de travail agréable, avec une culture de l'entraide, chez C-Care. Nos collègues sont toujours prêts à nous tendre la main. Je n'ai jamais eu à hésiter lorsque j'avais besoin d'aide. Au cours de ces années, j'ai eu des collègues formidables qui m'ont aidé à progresser, toujours prêts à partager leurs connaissances et leur temps précieux. Cela m'a permis non seulement de progresser dans mes compétences professionnelles, mais aussi de développer une confiance accrue dans mes capacités.

Q : Quels conseils donneriez-vous aux personnes qui envisagent une reconversion professionnelle, en particulier dans le secteur de la santé, en vous basant sur votre propre expérience ?

Une reconversion professionnelle n'est jamais facile. C'est une étape effrayante et difficile à franchir, surtout lorsqu'on a travaillé pendant des années dans un domaine spécifique qu'on maîtrise et dans lequel on se sent à l'aise. Cependant, je crois que ce qui ne vous effraie pas ne vous fait pas avancer. À un moment donné, il faut sortir de sa zone de confort pour évoluer. De temps en temps, vous vous demanderez si vous avez fait le bon choix, mais la transition et les nombreuses choses que vous apprendrez

resteront toujours gravées dans votre parcours de vie.

Q : Comment imaginez-vous l'évolution dans le domaine de la santé, et quel rôle pensez-vous que les professionnels de la santé non traditionnels, comme vous, joueront dans ce futur ?

Le secteur de la santé évolue définitivement pour le mieux grâce aux nouvelles technologies et aux meilleures façons de prendre soin des patients. Que ce soit l'intégration harmonieuse de la télémédecine, le diagnostic soutenu par l'intelligence artificielle et les technologies de santé qui peuvent se porter, ils révolutionnent la surveillance et le traitement des patients.

Pourtant, comme je l'ai mentionné précédemment, chaque parcours patient est différent. En garantissant un parcours patient adéquat et en les aidant à répondre à leurs questions et à dissiper leurs doutes, les patients se sentiront plus impliqués et plus satisfaits de leurs soins, car ils seront centrés sur eux. Une collaboration à l'échelle mondiale permettra de relever les défis du secteur de la santé, en garantissant l'accessibilité, l'abordabilité, l'équité et le respect des normes éthiques tout au long de son parcours d'innovation.



Le SUAC réclame une meilleure gestion des formalités funéraires après les heures de bureau

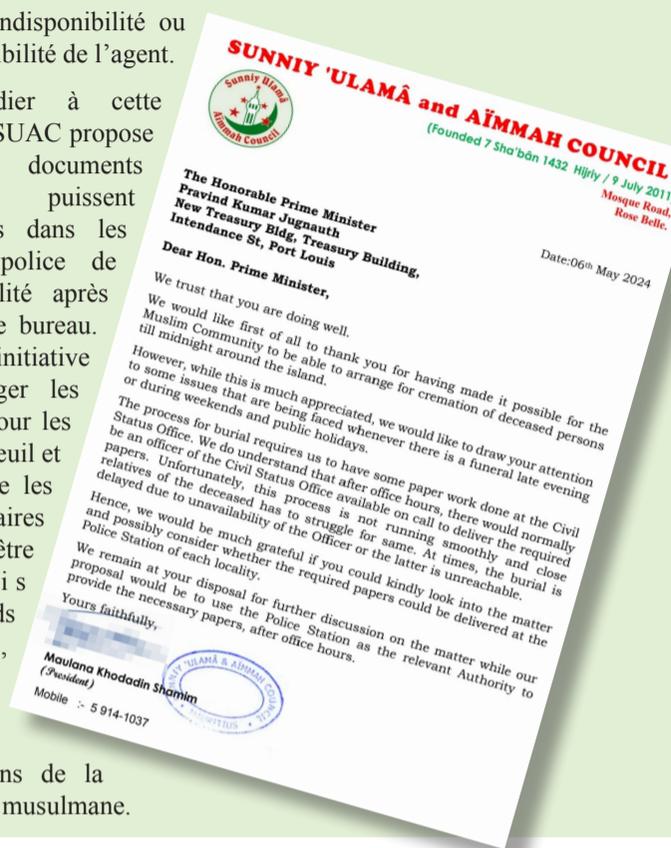
Le Sunniy 'Ulamâ and Aïmmah Council (SUAC), par le biais de son président, Maulana Shamim Khodadin, a adressé une lettre au Premier ministre Pravind Jugnauth pour exprimer ses préoccupations concernant les difficultés rencontrées concernant les formalités funéraires tard le soir, les week-ends et les jours fériés.

Dans cette lettre datée du 6 mai 2024, Maulana Khodadin souligne les complications liées à la nécessité d'accomplir des formalités administratives auprès de l'état civil après les heures de bureau. Normalement, un agent de l'état civil devrait être disponible sur appel pour délivrer les documents nécessaires, mais dans la pratique, ce service ne fonctionne pas toujours de manière fluide. Cela contraint souvent les proches du défunt à affronter des difficultés supplémentaires, retardant parfois les funérailles en

raison de l'indisponibilité ou de l'inaccessibilité de l'agent.

Pour remédier à cette situation, le SUAC propose que les documents nécessaires puissent être délivrés dans les postes de police de chaque localité après les heures de bureau.

Cette initiative vise à alléger les démarches pour les familles en deuil et à assurer que les rites funéraires puissent être accomplis sans retards inutiles, respectant ainsi les traditions et les besoins de la communauté musulmane.



HAMARA INDIA MAHAAN

Many people were having disturbed sleeps. Modi had forgotten that he was the Prime Minister of India, a country which is home to all the religions of the world and Islam in particular, which has its largest number of followers there and whose adherents chose to stay in India after partition. All politicians use bogeymen for their advantage but Modi had surpassed all red lines. Modi even discovered after the passing away of his mother that he was not delivered by his mother but he was God himself.

To the shame of India, he used all cheapest means to reconquer political power: a vicious communal campaign, dividing Indians on religious grounds, intimidating and jailing opposition leaders, confiscating all government institutions and alluring media into client journalism. This uncivilised behaviour has no parallel in Indian History. Muslims had started wondering whether they belonged to India where they were born and where their forefathers had lived and died for generations.



Indians gave Modi and his filthy rich cronies a violent wake-up from their wild dream of "Ab ki Baar, 400 paar". His BJP can't even form a government and need the clutches of petty parties to rule, his score this time was inferior to his last one and Ayodhya, home of Ram Mandir and converted into epicentre of communal politics even made History by rejecting a BJP candidate. 34 out of 52 outgoing BJP stalwarts were beaten. This outcome made someone describe the electoral results as the Indians giving a victory to BJP et al which looks like a defeat and a defeat to the Opposition which looks like a victory.

It is a lesson for politicians who want to leave the learning curve: people live for food when there is no food. The millions of hungry and homeless peasants deprived of livelihood and who lost their kins during Covid were looking for brighter days and rhetorics would not appease their hunger. Their enemies were not their neighbours of different faiths with whom have shared their joys and sorrows but the curse of their impoverishments. And they saved the clean soul of India from the tyranny of division and hatred.

Let us shout in communion: HAMARA INDIA MAHAAN.

The Democrat

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

THE BLUE PENNY MUSEUM

We feel flattered by and have benefitted from the description by Mark Twain of Mauritius - he said that first God created Mauritius and then made paradise after its image. We have used this to help develop our tourism industry which is earning us a large amount of foreign currency and is the means of livelihood for 100,000 people. People do get fed up with the best after a while and to keep on attracting visitors the hotel industry has to reinvent itself to meet the changing tastes of its clients. Our hotels are pulled down some years after they were built to be replaced by a totally new batch with different architecture and landscape. Also, we have developed a kind of "fusion" cuisine which takes in and combines local as well as international preferences; tourist sites have also evolved and been developed to a relatively high level to make them more interesting; we have also attracted more tourists from more countries.

There have been long debates about what facets of our culture we can show and what we cannot. There is hardly any night life on the island as we do not have bars and clubs of international standards. We have plenty of historical buildings built from the times of French colonial occupation that were among the first to be built in the Southern hemisphere, like the Champ de Mars racing course and the Theatre de Port Louis. In fact it is not well known that Enrico Caruso, who was the most admired Italian operatic tenor

of the early 20th century and one of the first musicians to document his voice on recordings, had performed there and he was very impressed with the acoustics. Today the theatre is most of the time inactive although in the more recent past in the latter half 20th century it has hosted several performers of international stature like Claude Pieplu. Our historical sites need maintenance; not many Mauritian (even our taxi drivers who take tourists round the island) know about them. Sadly, very often the taxi drivers are unable to express themselves in the language of their clients, and lack any knowledge and are unable to create any curiosity among their clients about our past.

On the other hand, the Blue Penny Museum is filling a gap and should be applauded for it. Among its collection it has a couple of the most valuable stamps in the world. Stamps have stories to tell and Mauritius has become famous thanks to some of our stamps. One stamp in particular could have caused a diplomatic issue between East and West Germany - a Mauritian stamp had found itself in a museum in Berlin which itself had caused political and diplomatic problems between East and West Europe but it was the reunification of Germany that brought about a solution. It also happens that one of our early stamps landed in the USA during our early history.

The Blue Penny Museum receives about 50,000 visitors every year and is also the initiator of many historical enterprises like publishing on various

topics like our art, our maritime history, our flora and fauna, even proposing to stage exhibitions for our artists overseas. He is ambitious, this Blue Penny Museum curator. When one listens to Emmanuel Richon speaking passionately about our cultural treasures, one would think that he is Mauritian born. There are aspects of our culture that have not been tapped or tapped enough. And when one realises that a third of our tourists are cultural tourists, one wonders why the Blue Penny Museum is not being given the means to help us maximise our foreign currency-earning potential to the full.

What is aggravating is the fact that the Blue Penny Museum receives no financial support from our Ministry of Tourism. Museums overseas are funded by the state like the museum in St Denis, La Reunion. Some people say that it is supported by the Mauritius Commercial Bank which is a profitable enterprise. True. But so are the hotels who have received fabulous sums lately through the MIC and who get customers as a result of the efforts of the Tourism Board Road Shows in European capitals, costing millions of rupees to the Mauritian taxpayers. We have to get our priorities right. If we care for our tourism sector and recognise that tourism is here to stay and contribute to our livelihood, we need to talk to the Blue Penny Management and help them help us. And this is not rocket science. It is just common sense.

By Dawood Auleear

Democracy Watch Mauritius

Debatable police inquiry leads to debatable judgment

The long awaited judgment in the Police v/s Y.Sawmynaden case, commonly known as the Constituency Clerk case, was delivered by the Intermediate Criminal Court magistrate on the 30th May 2024. In her 39-page judgment, the magistrate reached the conclusion that Mr. Sawmynaden should be given the benefit of doubt and therefore declared not guilty.

Understandably, Mr Sawmynaden was the first one to be relieved and to rejoice, followed by his lawyer and later on by the Prime Minister and leader of the MSM. All of them proudly expressed their faith in our justice system and in the same breath took the cudgel against Mrs S .Kistnen, the 'supposed' Constituency Clerk. The MSM leader did not miss the opportunity to lash out against all his political opponents who supported Mrs Kistnen.

Though crushed by the judgment, Mrs Kistnen gave an interview in Week-End newspaper on 2nd June and emphatically stated that she truthfully told the court that she never worked as Constituency Clerk and did not receive any remuneration from Mr Sawmynaden although the latter told Police that she was paid for that job.

In a brief interview in l'Express on the same day, lawyer R. Valayden mentioned some of the weak points in the judgment and the Police investigation and hinted that there were ample grounds to request the DPP to lodge an appeal.

Another lawyer, Mr R.Bhadain commented on the judgment on the social media and considered that the magistrate had to adjudicate in the light of the evidence produced in court, but what if the evidence brought up by the Police was not adequate and in fairness to all parties? He too held the view that the DPP should appeal.

At this stage, we do not know whether Mrs Kistnen's lawyers have formally written to the DPP and whether the request for appeal will be entertained. If the DPP eventually moves for an appeal the case will probably be heard after the next general election, which means that Mr Sawmynaden will continue to enjoy the benefit of doubt.

The learned citizen knows that in all cases involving high profile politicians, the Police, through its own channel of communication, consults the PMO. What is the outcome of the consultation is an open question. We do not wish to speculate, but what is important is that the consultation process does not impinge on the sense of professionalism of police officers. If that happens, police will face harsh criticism. Just remember what the magistrate said in her report

on the judicial inquiry into the death of Mr.Kistnen regarding the low standard of Police investigation.

Democracy Watch believes that we need fearless judges and magistrates to keep Police Officers on the right track as they are appointed to uphold the rule of law and not to favour political expediency.

Partis politiques, seuls ou presque, à vouloir dépouillement et scrutin le même jour

Texte : La multitude d'articles de journaux et de prises de position, suite au fructueux et instructif débat entamé par notre Commission électorale auprès de nos partis politiques et syndicats de fonctionnaires, au sujet d'une proposition à paternité variable de dépouillement des suffrages le même jour que le scrutin (*Journaux divers à différentes dates*)

Commentaire de Democracy Watch : Saluons bien bas d'abord cette décision de notre Commission électorale. Bon exemple à suivre en pareilles circonstances. Certains la trouvent tardive. Ne gâchons pas notre plaisir. Mieux vaut tard que jamais. En pareil débat, il y a plusieurs groupes de personnes à être plus directement concernés que l'ensemble de la population. Elles ont prioritairement voix au chapitre par rapport à cette majorité démographique, qui est moins structurée et plutôt indifférente. Il s'agit ici prioritairement d'une question de sécurité et de maintien de l'ordre public. Responsabilité policière par excellence. Le scrutin pose moins de problèmes sécuritaires que le dépouillement des suffrages. Celui-ci peut donner lieu, dans le pire des cas, à de fâcheuses émeutes populaires si jamais les résultats électoraux sont violemment contestés, pour des raisons valables ou infondées. Peut-on prendre le risque que de pareils dangers surviennent en pleine nuit ? En plein jour, notre Police devrait être en meilleure position pour ramener l'ordre public, avant que la situation ne dégénère irrémédiablement. Laissons la réponse à notre hiérarchie policière.

Après la police, c'est au tour de nos fonctionnaires, temporairement attachés au bon déroulement de toute élection, de nous dire s'ils préfèrent, surtout en matière d'élections générales (un million d'électeurs inscrits) ou d'élections municipales (environ un demi-million d'inscrits), que le dépouillement des suffrages ait lieu le lendemain, après une bonne nuit de récupération, ou le même soir que le scrutin, avec de possibles prolongements jusqu'aux aurores, non plus du même jour mais du lendemain, avec des possibilités de 24 heures, sinon de travail, du moins



hors de leur domicile et d'un retour chez soi des plus aléatoires, au milieu de la nuit, avec des risques toujours possibles d'échauffourées, même dans des endroits reculés. De nouveau gardons-nous de répondre à leur place.

En tout dernier lieu viennent des politiciens qu'on dit « malheureux », mais que des adversaires plus chanceux qualifient volontiers de « mauvais perdants ». Ils sont pratiquement les seuls à vouloir un dépouillement le même jour (donc obligatoirement avant minuit) que le scrutin, si possible sans déplacement des urnes. Pour espérer justifier cette exigence, ils multiplient volontiers les insinuations de fraudes électorales. D'aucuns, dont des journalistes et même des éditorialistes, les avalent sans broncher. D'autres peut-être plus sensés réclament des précisions documentées, des preuves, des explications, pourquoi n'ont-ils pas réussi à les porter victorieusement devant nos instances régulatrices ayant le pouvoir de corriger ce qui mérite de l'être. Il leur revient de s'assurer du bon déroulement de nos élections avec l'aide de leurs seuls agents électoraux. Si ces derniers ne sont pas à la hauteur, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Le militantisme c'était aussi mais initialement la formation des cadres du parti. Confer les séances dominicales de formation militante au cinéma *Rio*, Quatre-Bornes, mais dans les années 1970.

Il y a enfin l'épineuse (pour certains seulement) question du déplacement des urnes pour les rassembler, circonscription par circonscription, en un même lieu de dépouillement. La population ne comprend pas comment il pourrait être difficile à la *Special Mobile Force* de fournir le nombre de véhicules requis par chaque circonscription, pour assurer le déplacement des urnes en présence d'un agent du parti au pouvoir et d'un autre représentant de toutes les oppositions concernées. De même, nous ne comprenons pas les risques possibles de bourrage des urnes, si elles sont gardées dans une salle spéciale éclairée, sans nul occupant, fermée à autant de tours que souhaités, même par l'opposition, pour être ouverte, le lendemain matin, en présence des autorités concernées et des agents des partis politiques. En cas d'erreur de notre part, nous exigeons des protestations politiciennes mais dûment étayées et surtout prouvées au-delà de tout doute. Ici aussi nous exigeons des preuves convaincantes.

Votre impatience pour les Chagos égale la nôtre concernant Agaléga

Texte : Jugnauth : *Lor Sagos mo pasians ena limit*. Les discussions infructueuses avec des Anglais à ce sujet m'agacent (*Mauricien* du 20.5.2024)

Commentaire de Democracy Watch : Consolerez-vous, Monsieur Jugnauth. Et dites-vous bien que votre impatience n'est pas plus aiguë que la nôtre concernant le futur de notre souveraineté sur nos îles Agaléga. Elle grandit au fur et à mesure que s'amplifient des rumeurs à l'effet que l'on voudrait resservir, à nos sœurs et frères agaléens, les plats frelatés déjà imposés à nos sœurs et frères chagossiens, dans nos tristes années 1960, quand, sous le prétexte fallacieux d'une simple base de communication, ils furent honteusement sacrifiés et lâchement immolés sur l'autel de notre Indépendance peu glorieuse car triste résultat d'un chantage que seuls *British Born* peuvent concocter (interdiction d'accoucher sur nos îles lointaines afin que le nourrisson puisse être déclaré à l'état-civil « né à l'hôpital Civil » sans adresse parentale, rapatriement forcé des îles lointaines pour le moindre bobo, impossibilité de trouver un moyen de retour sur l'île ancestrale, usage d'armes chimiques pour éliminer leurs animaux domestiques, etc.) A quoi sert de jouer les matamores aux Chagos si c'est pour s'aplatir à Agaléga ?

Elèves spéciaux derniers servis en transport scolaire financé par les contribuables

Texte : Transport gratuit (plus exactement payé par les contribuables) pour les élèves fréquentant les écoles *Special Education Needs*. Quelque 2 300 payant jusqu'ici le coût de leur transport alors que les nombreux autres élèves voyagent aux frais de la princesse « Contribuable » (*L'Express* du 15.5.2024)

Commentaire de Democracy Watch : Enfin, fin d'un handicap supplémentaire pour des élèves déjà fortement handicapés. La logique d'une sécurité sociale irréprochable voudrait qu'on ait commencé par ceux-ci. Nous finissons seulement par eux. Nous devons même nous contenter de cette assistance publique tellement tardive. Une saute d'humeur arrive si facilement. Pouvant même remettre en question ce qui est ici accordé aussi tardivement, comme à regret, à quelques mois des Législatives. Nous pensions naïvement que qui veut jouer les Père Noël doit comprendre que les moins chanceux ont priorité sur les plus chanceux.

■ By DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

5th June: World Environment Day

An Ecological Spirituality, our Human Response to Care for the Earth, from an Islamic Perspective

The world annually organizes events on this special occasion, which encourages worldwide awareness and action for the protection of the environment.

All religions agree that nature is an act of divinity and should be treated as such. Almost all religions address the issue of the creation of the universe in different forms and with varying degrees of clarity or details. All Spiritual Leaders at all levels are critical to the success of the global solidarity for an ethical, moral and spiritual commitment to protect the environment and God's creation. All the creations of God are a Divine work of art. They are all signs of God, indicative of the greatness, goodness, subtlety and wisdom of the Creator.

Islam approaches the Ecosystem and the environmental issues from a stewardship perspective. The earth is God's creation, and as humans, we have been entrusted to preserve it. The responsibility of humanity is to protect and ensure the unity of the God's creation. Islam condemns all forms of 'Disorder' (fasaad) on the planet earth. The Quran, regarded by Muslims as the sacred word of God, uses the Arabic word 'fasaad' to denote disorder, corruption, which connotes also damaging something, not letting it remain in its original or proper condition or disturbing its balance. It entails overturning the fine balance that God established in the environment as well; this process being driven principally by human greed. The environmental degradation and destructions are obviously something that all human beings, irrespective of religions, creeds and cultures must seek to oppose and overcome.

Several verses of the Quran support the protection of the environment, viz: -

- "Devote thyself single-mindedly to the Faith, and thus follow the nature designed by God, the nature according to which He has fashioned mankind. There is no altering in the creation of God." 30:30
- "Do not walk on the earth in haughty style. You can neither tear the earth apart, nor can you match the mountains in height." 17: 37
- "It is God who made for you the earth a place of settlement and the sky a ceiling and formed you and perfected your forms and provided you with good things. That is God, your Lord; then blessed is God, Lord of the worlds." 40:64

Through the reckless pursuit of a consumerist lifestyle, based on mindless exploitation of the bounties of nature, many of us are actually deeply complicit in this destruction. The Quran clearly

condemns this. This means that those who are responsible for the destruction of environmental degradation are also engaged in sin. Such sin can be called 'ecological sin'.

Muslims are supposed to be the 'Protector' of the ecosystem. They should be those who engage in actions of protecting the creations of God. Working for the restoration of ecological balance and opposing efforts to destroy the environment are considered to be acts of goodness. And so, as 'Protector' of the environment, Muslims should be actively engaged in meaningful and constructive efforts to help improve the environment. This is part of faith, a part of their role as 'Protector' of the ecosystem. The importance that Islam gives to respect for nature is also evident from the Islamic understanding of the role of human beings on this planet as 'Trustees' or 'Guardians'. Hence, our relation to nature should be one of stewardship, not of mastery. We are only stewards, not owners of this planet. The sole Owner of this planet and everything it contains, is God, the Almighty.

Till not very long ago, some people advocated that human beings were Masters of Nature or Conquerors of Nature. Today, however, there is a growing awareness that we are simply trustees of nature and that it is our duty to protect it, not only for us humans but for all forms of life. Having been created by God, every single thing in the earth and in the skies and in between them is a sign of God. This means that all the components of our environment, be they on land, water or the air, are signs of God. They all point to God's existence. Hence, protecting the environment and respecting it is as binding on us as is respecting and honouring the signs of God.

Therefore, the bounties of nature need to be used judiciously. Mindless use of these bounties has resulted in the environmental crisis that we are beset with today. Lavish lifestyles, unjust consumption, waste and extravagance are not compatible with true religiousness. Extravagant lifestyles, based on untrammelled greed, wasteful production and heedless consumption, are at the root of the current global ecological crisis.

According to the Quran, the opposite of 'Disorders' (fasaad) is 'Islah', which

denotes maintaining a thing in its right condition and proper balance. Balance is one of the most crucial factors operating in Nature. To damage or destroy this natural balance, is to destroy oneself. In this respect, the Quran says: "He who transgresses God's bounds wrongs his own soul."

6:51. The destruction of one part of the environment will have repercussions for every component, including human beings. This is almost self-destruction, which is strictly prohibited in Islam, as in many other religious and spiritual traditions. The bounties that God blessed this planet with have an inherent balance. Even a slight change in Carbon Dioxide can lead to climate change. Whenever the balance in the elements occurs, there is pollution, chaos or disorder. Human beings' extravagant misuse of Nature's resources has resulted in widespread chaos, manifested in the ecological crisis that we are faced with.

The resources of this planet aren't meant only for human beings. Rather, they are meant for all forms of life. This planet, with its many bounties, is our home while we live here. But it isn't just for human beings that God created the earth. God prepared and created it for all living beings, for all life forms. The Quran says: "He has laid out the earth for His creatures." 55:10

Whatever exists on Earth has been placed here in a measured quantity. The Quran tells us: "There is not a thing but its storehouses are with Us. But We only send down each thing in an appropriate measure" 15:21. These resources need to be distributed in an equitable manner. Since justice, balance and equity are the main planks of the Islamic system, Islam asks believers to treat all-natural resources with the same spirit. The Quran declares without any ambiguity that God has created whatever is in the Earth for everyone: "It is He who created everything on the earth for you." 2:29.

Often extravagance in consumption leads to imbalance in nature. Islam links Extravagance (Israf) to chaos, disorder,



Par Bashir Nuckchady

imbalance and mischief in society and forbids it. It declares that the extravagant are corrupters of society and spoilers of social order and harmony. It forbids people from following such people or system. Thus, it says, "... do not obey the bidding of those who are given to excesses, those who spread corruption in the land instead

of putting things right" 26:151-52. The resources of Nature that God has created need to be used judiciously. Extravagant and mindless use of these resources has resulted in the environmental crisis that we are beset with today. Islam does not approve of a lavish lifestyle, of unjust consumption of resources, of a wasteful attitude and extravagance. Thus, for instance, the Quran says: "O Children of Adam, dress yourself properly whenever you are at worship: and eat and drink but do not be wasteful: God does not like wasteful people." 7:31.

The Quran further states: "You are indeed the best community that has ever been brought forth for the good of mankind. You enjoin what is good, and forbid what is evil, and you believe in God." 3:110

Hence, we are expected to engage in virtuous or pious actions that draw people closer to God. And so, they must also engage in the virtuous action of working to oppose 'disorders' that cause environmental degradation, instead of helping promote and preserve environmental balance. We must broaden our conventional understanding of virtuous actions to include such actions as planting trees, looking after them, joining movements for the protection of greenery or promoting a minimalistic lifestyle. Furthermore, encouraging the promotion of the use of solar energy to replace the use of diesel or petrol, engaging in clean-up drives in residential localities, saying 'No!' to plastic where possible, protecting disappearing animal and bird species, avoiding foods painted with chemical colours, and so on are all laudable actions to prevent the worsening of the crisis. Religious Leaders could considerably lengthen this list of eco-friendly virtuous actions which we can do in our own individual capacity. Some of these may appear to be 'small' or 'ordinary' steps. But, on the Day of Judgment, when we appear before God, even our smallest good deed will be presented magnified before us, just as will our smallest misdeed.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Pourquoi jeûne-t-on le jour d'Arafat ?

2 ans de péchés pardonnés !

On entend souvent parler du jour d'Arafat, mais qu'est-ce que c'est et pourquoi jeûne-t-on ce jour ?

D'après Abou Qatada (qu'Allah l'agrée) : Le Prophète (SAW) a été interrogé concernant le jeûne du jour de 'Arafat. Il a dit : « *Il expie l'année précédente et l'année en cours* ».

Cette année le jour d'Arafat est prévu pour le 15 Juin 2024, soit le 9e jour de Dhul Hijja et la veille de l'Aid al Adha.

C'est quoi le jour d'Arafat ?

Arafat est le nom d'une montagne située près de la ville de La Mecque en Arabie Saoudite. Sur la plaine d'Arafat, près de La Mecque, les pèlerins se réunissent pour s'adonner à la prière et à la méditation pendant le mois de Dhul Hijja.

Pour ceux qui ne peuvent pas faire le Hajj, observer le jeûne ce jour-là est vivement recommandé, car il expie les péchés de l'année précédente et de l'année à venir.

De par la miséricorde d'Allah, il n'y a pas un jour où le sheytan est plus humilié et méprisable que le jour d'Arafat et



c'est uniquement parce qu'il voit la descente de la miséricorde d'Allah. Ceci est à l'exception de ce qui lui (Shaitan) a été montré le jour de Badr'. [Malik]. Le Jour d'Arafat est le point culminant des dix premiers jours de Dhul-Hijjah, ce qui en fait le jour le plus sacré de l'année.

Quels sont les mérites du jour d'Arafat ?

Le jour d'Arafat revêt une grande importance spirituelle, car il est associé à de nombreux mérites et bénédictions dans la tradition islamique.

Les croyants sont encouragés à jeûner ce jour-là et les prières et supplications faites durant cette journée sont considérées comme particulièrement agréées par Allah, offrant une opportunité unique de pardon, de purification.

En plus du jeûne, il est recommandé d'intensifier les actes de générosité envers les nécessiteux, en commençant par nos proches, de consacrer du temps à la lecture du Coran et de multiplier les prières.

Il est parmi les jours les plus aimés d'Allah

Le mois de Dhul Hijja, ou le dernier mois de l'année hégirienne, est un mois sacré dont les 10 premiers jours sont marqués par une abondance de miséricorde et d'événements liés à notre histoire.

Ibn 'Abbâs a dit : « *Le Prophète (SAW) a dit : « Il n'y a pas d'œuvres meilleures que celles faites en ces 10 jours. »* Rapporté par Al-Bukhârî.

Et le jour d'Arafat est le neuvième jour de Dhul Hijja.

La meilleure des invocations.

Jeûner avec sincérité le jour d'Arafat en espérant la récompense divine permet d'expier deux années de péchés.

D'après 'Amr Ibn Shou'ayb, le Prophète (SAW) a dit : « *La meilleure invocation est celle du jour de 'Arafat et la meilleure chose que nous avons dit, moi et les prophètes avant moi, est :*

La Ilaha Illa Allah Wahdahou La Charika Lah Lahoul Moulk Wa Lahoul Hamd Wa Houwa 'Ala Koulli Chay'in Qadir

لَا إِلَهَ إِلَّا اللَّهُ فَان مَلِكٍ يُرِشِنَ آلَ مُحَمَّدٍ مَلِكًا لَا إِلَهَ إِلَّا اللَّهُ رِيْدِقٌ يَوْمَ لَيْلٍ عَزَّ وَجَلَّ وَفَوْ ذَمَّحَلَا فَلَوْ

Il n'y aucune divinité qui mérite d'être adorée en dehors d'Allah seul sans associé. À Lui la royauté, à Lui la louange et Il est puissant sur toute chose. »

(Rapporté par Tirmidhi dans ses Sunan n°3585)

■ Par AHAD RAMJAUN

Poetry corner

Janer kahan gayer who din [where have gone those days]

Where have gone those days for which I lament
Rapt in thought, I vision those events pungent
Joys, then sorrow from the dawn of life sways
Where have gone those days?

Poverty at its height would scorn at us thoroughly
Life not being a bed of roses seizes us strongly
Poor in money but rich in love we use to appraise
Where have gone those days?

Home sweet home, all the family members together
Eating dinner; petrol lamp spreading its light further
Playing, frolicking and narrating stories of olden days
Where have gone those days

Meeting friends on the street and boutique chinois
Watching television at the village hall talking patois
Fun and joy knowing no limits, marvelous good days
Where have gone those days?

Late night gossiping in tabagies and hairdresser's saloon
The tumultuous life dissipates and joys come soon
No money can buy happiness remember it always
Where have gone those days?



By Cassam Tupsy

Al-Waadjidah Ladies Welfare Association

22 Diego Garcia St, Port-Louis
Reg No. 10067 / NCSR No. 0636

Annual General Meeting 2023

Members are kindly invited to attend the Annual General Meeting to be held on 27th June 2024 at the seat of the Association at 10hrs30.

Agenda:

- (1) Reading and approval of meeting proceeding the last AGM
- (2) Report of the President
- (3) Report of the Treasurer
- (4) Estimated budget for the year 2024
- (5) AOB

Husna Banon Khodabaccus
Secretary

FONDATION MOHAMMED VI DES OULEMA AFRICAINS. SECTION ÎLE MAURICE



Compétition de Récitation du Quran

La Compétition est ouverte aux Garçons/Hommes de tous âges.

La Compétition se fera en 3 catégories :

1. La Tajweed avec mémorisation (03 Juzz)
2. La récitation selon la lecture Warsh an Nafi (30 Juzz)
3. La récitation selon la lecture préférée du candidat (30 Juzz)

Les préliminaires auront lieu le samedi 22 juin 2024 et dimanche 23 juin 2024, à partir de 09 00 hrs.

Les finalistes de chaque catégorie participeront à la phase finale, ultérieurement, avec les participants des 48 pays africains faisant partie de la Fondation Mohammed VI Des Oulema Africains.

Le Remboursement des frais du transport et des Certificats de participation à tous les Participants, et des prix alléchants et des 'Cash Prizes' aux finalistes sont aussi prévus.

Pour l'Enregistrement et la Formulaire de participation, contactez Mons Jamsheed Tarsoo sur le +230 5256 9730 (WhatsApp) email : faroziat05@gmail.com.

Date limite pour l'Enregistrement, le 14 juin 2024.

Jack Grealish et Harry Maguire ne feront pas partie de la sélection anglaise pour l'Euro 2024 ; Curtis Jones et James Maddison ont déjà été confirmés comme étant également absents de la sélection de Southgate.

L'Angleterre est l'un des favoris du prochain Euro en Allemagne. Une place dans l'équipe de Gareth Southgate est donc très convoitée, à tel point qu'il semble que certaines stars anglaises de classe mondiale pourraient être écartées de l'équipe. David Ornstein, journaliste à The Athletic, affirme que Jack Grealish (Manchester City) et Harry Maguire (Manchester United) ont été écartés de l'équipe de Southgate pour le tournoi international. Jack Grealish, bien qu'important lors du dernier Euro, semble ne pas faire partie des plans du sélectionneur anglais Southgate. Il n'a en effet marqué que trois buts en 36 apparitions avec Man City, quadruple champion de Premier League, cette saison.

La liste de l'Angleterre, sans Maguire et Grealish



Le défenseur central de Manchester United, quant à lui, a été un élément clé pour le sélectionneur anglais, mais une blessure au mollet l'a tenu à l'écart du jeu depuis le mois d'avril. L'Angleterre a confirmé dans un communiqué que le joueur de 31 ans suivait un programme d'entraînement individuel. Si cette nouvelle est confirmée, les deux joueurs rejoindraient les départs

du défenseur d'Everton Jarrad Branthwaite et des milieux de terrain Curtis Jones (Liverpool) et James Maddison (Tottenham Hotspur), l'équipe d'Angleterre ayant confirmé jeudi sur X que les trois joueurs quittaient le camp d'entraînement des Three Lions. Southgate a jusqu'à 23 heures vendredi soir pour confirmer son groupe de 26 joueurs pour le tournoi.

Le PSG s'immisce dans le dossier Julian Alvarez

Le Paris Saint-Germain cherche à remplacer Kylian Mbappé, parti au Real Madrid. L'un des joueurs qui plaît beaucoup à Luis Enrique se nomme Julian Alvarez, l'attaquant de Manchester City.

Le départ de Kylian Mbappé a laissé un vide difficile à combler au Paris Saint-Germain. Le club de la capitale cherche désormais le remplaçant de la star française et scrute le marché. L'une des options envisagées est celle de Julian Alvarez, qui n'a pas été un titulaire indiscutable à Manchester City. Le PSG veut profiter de cette situation pour tenter de convaincre le joueur de partir. Selon Fabrizio Romano, le champion de France peut offrir plus de 90 millions d'euros pour s'octroyer les services de l'Argentin.

L'Atletico de Madrid est également à l'affût pour Julian Alvarez en cas de départ de l'Espagnol Alvaro Morata. Dans tous les cas, Manchester City n'a aucune intention de laisser partir son atout offensif et va bientôt rencontrer son entourage afin de discuter de son avenir, précise le journaliste italien.

Jérôme Rothen cartonne Mbappé



Présent dans Rothen s'enflamme, ce jeudi, Jérôme Rothen n'a pas manqué de critiquer le comportement de Kylian Mbappé envers le PSG.

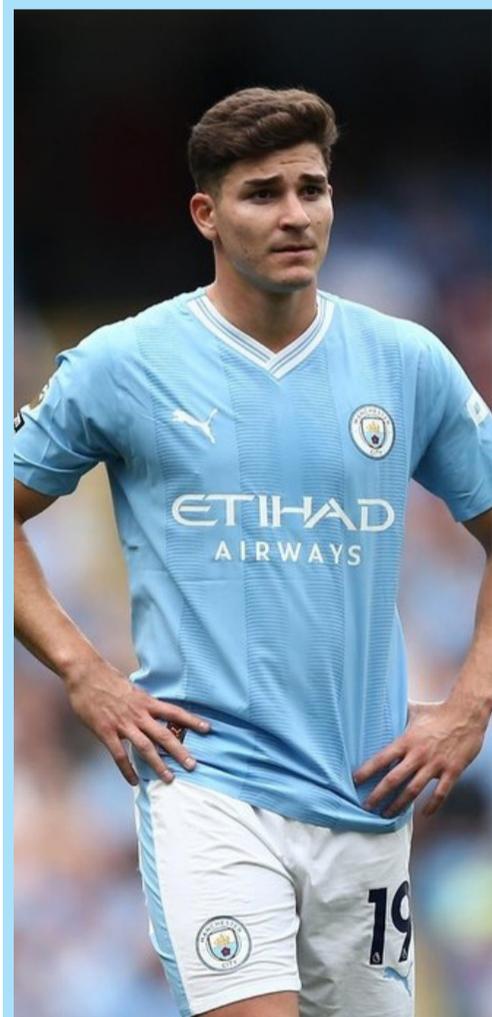
Kylian Mbappé a été officiellement annoncé cette semaine comme la nouvelle recrue du Real Madrid pour la saison prochaine, après sept années passées au Paris Saint-Germain. Cependant, sa dernière saison à Paris

n'a pas fini de faire parler d'elle. Après avoir réglé publiquement ses comptes avec le club, l'attaquant a fait l'objet de vives critiques de la part d'un ancien joueur du PSG et international français. Présent dans Rothen s'enflamme de RMC Sport, Jérôme Rothen a fustigé le comportement de la star française tout au long de la saison, l'accusant

de «manque de respect» et de «trahison» : «Tout ce qu'on a vu hier, c'est tout ce qu'on n'a pas vu tout au long de la saison au PSG», a-t-il dit.

Présent dans Rothen s'enflamme, ce jeudi, Jérôme Rothen n'a pas manqué de critiquer le comportement de Kylian Mbappé envers le PSG.

Kylian Mbappé a été officiellement annoncé cette semaine comme la nouvelle recrue du Real Madrid pour la saison prochaine, après sept années passées au Paris Saint-Germain. Cependant, sa dernière saison à Paris n'a pas fini de faire parler d'elle. Après avoir réglé publiquement ses comptes avec le club, l'attaquant a fait l'objet de vives critiques de la part d'un ancien joueur du PSG et international français. Présent dans Rothen s'enflamme de RMC Sport, Jérôme Rothen a fustigé le comportement de la star française tout au long de la saison, l'accusant de «manque de respect» et de «trahison» : «Tout ce qu'on a vu hier, c'est tout ce qu'on n'a pas vu tout au long de la saison au PSG», a-t-il dit.



Lamine Yamal favori pour le Golden Boy

Lamine Yamal est en tête du classement de juin dans la course au Golden Boy 2024. Ce prix, décerné par Tuttosport à la fin de l'année, récompense le meilleur joueur de moins de 21 ans en Europe. Le lauréat en titre est Jude Bellingham.

Lancée en 2003 par le média italien Tuttosport, le Golden Boy récompense chaque année le meilleur joueur U21 d'Europe. Jude Bellingham a reçu le prix en 2023 et celui de 2024 devrait être décerné à Lamine Yamal.

L'organisme d'attribution a publié le classement du mois de juin dans la course au trophée, qui est décerné à la fin de l'année civile. Et le prodige barcelonais est en tête de liste. Avec un score de 93,6, l'ailier droit devance de deux dixièmes le talentueux Joao Neves du SL



Benfica. Alejandro Garnacho complète le podium avec 90,8, devant le Parisien Warren Zaire-Emery (89,6).

Leny Yoro, une cible du Real Madrid pour laquelle Manchester United est prêt à payer 60 millions d'euros, est cinquième avec 86,7. Savinho et Kobbie Mainoo le suivent avec 84,1 et 83,8. Pau Cubarsi -82,9-, Aleksandar Pavlovic -82,7- et Rico Lewis -82,1- sont les joueurs qui clôturent le top 10 de juin du Golden Boy 2024. Une récompense que Lamine Yamal est bien parti pour glaner.



Le Bayern Munich et Davies continuent de négocier

Alphonso Davies semblait loin de l'avenir proche du Bayern Munich. Les choses ont changé ces derniers jours, les deux parties s'appêtant à négocier un nouveau contrat.

Le Bayern Munich et Alphonso Davies sont condamnés à se comprendre. Alors que le Canadien semblait proche du Real Madrid,

les bonnes performances de Ferland Mendy ont refroidi les discussions avec le club espagnol... pour mieux les reprendre avec les Bavarois. Selon « Bild », le Bayern serait prêt à augmenter les 13 millions d'euros annuels qu'il offrait jusqu'alors au latéral pour renouveler un contrat qui s'achève en juin 2025.

Il n'y a pas encore d'accord entre le joueur et le club allemand, mais cette démarche du Bayern Munich pour s'attacher les services de l'un de ses meilleurs joueurs est un premier pas. De plus, selon la source, Vincent Kompany, le nouvel entraîneur du club bavarois, compte sur Davies pour l'équipe de la saison prochaine.



James Maddison ne participera pas à l'Euro avec l'Angleterre

Selon la presse britannique, James Maddison ne fait pas partie de la liste définitive de Gareth Southgate pour l'Euro 2024 en Allemagne.

Le milieu de terrain de Tottenham Hotspur, James Maddison, a été écarté de la liste définitive de Gareth Southgate pour l'Euro 2024, qui se déroulera du 14 juin au 14 juillet en Allemagne. Le meneur de jeu figurait dans la liste provisoire de 33 joueurs

de Southgate pour le tournoi de cet été, mais il ne voyagera finalement pas avec ses coéquipiers, le sélectionneur anglais ayant choisi de le laisser de côté. Le joueur de 27 ans a joué 30 minutes lors de la victoire 3-0 de l'Angleterre en amical contre la Bosnie-Herzégovine lundi.

En 2023-24, Maddison a disputé 28 matches de Premier League avec le Tottenham, inscrivant quatre buts et

délivrant neuf passes décisives. Il a été contraint de s'absenter pendant trois mois entre novembre et janvier en raison d'une blessure à la cheville. Southgate doit réduire son effectif à un maximum de 26 joueurs, la date limite étant fixée au 7 juin, soit sept jours avant le match d'ouverture de l'Euro. Les Three Lions sont dans le groupe C, en compagnie de la Serbie, le Danemark et la Slovaquie.

Lozano quitte le PSV pour San Diego, en MLS

Chucky Lozano a une nouvelle équipe : San Diego. L'équipe, qui fera ses débuts en MLS en 2025, a annoncé jeudi la signature de son premier joueur franchisé. Le Mexicain s'est engagé avec son nouveau club jusqu'en 2028.

San Diego, la franchise qui fera ses débuts dans la MLS américaine en 2025, a annoncé jeudi la signature de l'attaquant mexicain Hirving Lozano. « Le San Diego FC a annoncé aujourd'hui que le club a acquis Hirving "Chucky" Lozano en tant que premier joueur désigné dans l'histoire du San Diego FC et a signé avec l'ailier un contrat de quatre ans jusqu'à la fin de la saison 2028 de la MLS avec deux années d'option », a déclaré le club dans un communiqué. « Le SDFC présentera officiellement Lozano aux médias et aux fans à San Diego le jeudi 13 juin. Lozano sera d'abord présenté aux médias lors d'une conférence de presse au Snapdragon Stadium à 10h00 PT le jeudi 13 juin, suivie d'une fan fest et d'une présentation publique au lieu emblématique de San Diego, Rady Shell at Jacobs Park, situé sur le terrain de l'Embarcadero Marina Park South à 19h00 PT. »

Chucky s'est engagé avec le club américain jusqu'à la fin de la saison 2028 de la MLS, avec une option pour deux autres, selon le communiqué officiel. Lozano, qui a remporté le championnat d'Italie avec Naples lors de la saison 2022-23 et qui joue actuellement pour le club néerlandais du PSV Eindhoven, avec lequel il a remporté le titre de champion cette saison, sera dévoilé le 13 juin.





Ricardo Centurión, attaquant de Velez Sarsfield, a disparu depuis dix jours

L'attaquant de Velez Sarsfield Ricardo Centurión a disparu depuis 10 jours. Personne ne sait où il se trouve et les gens commencent à craindre le pire.

Ricardo Centurión a disparu depuis dix jours. Dans une interview accordée à la station de radio La Red, le président de Velez Sarsfield, Fabian Berlanga, a déclaré que le joueur ne se présentait pas à l'entraînement et qu'il était injoignable. «Centurion a disparu du jour au lendemain. Nous ne savons

rien de lui. Nous sommes inquiets et nous essayons de le localiser à l'aide de Google Maps, mais il a éteint son téléphone. Cela fait dix jours», a-t-il déclaré.

Signé en 2020, le joueur de 31 ans n'a pas réussi à se faire un nom et a toujours souffert de problèmes en dehors du terrain, comme l'accusation de corruption d'un policier ou de violence envers sa petite amie. Il est revenu de prêt cette saison, mais s'est

entraîné à l'écart du groupe. «Je suis très triste, j'ai beaucoup parlé avec Ricardo. J'espère que nous pourrions l'aider à se rétablir en tant que personne et en tant qu'être humain», a dit son entraîneur Gustavo Quinteros.

La chaîne TycSports rapporte que quelques heures après l'intervention de Berlanga à la radio, le joueur aurait parlé à sa mère, mais le club n'a toujours pas de contact avec lui.



Alexander Isak n'envisage pas de quitter Newcastle

Dans une interview accordée au média suédois Fotbollskanalen, Alexander Isak a tenu à rassurer les supporters de Newcastle.

Alexander Isak n'a «aucune idée de quitter» Newcastle pendant ce mercato d'été, surtout qu'il «aime tout ce qui concerne le club». «Je me plais à

Newcastle et j'ai réalisé la meilleure saison de ma carrière. J'aime tout ce qui concerne le club, les supporters et la ville. Ce n'est pas un sujet sur lequel je vais spéculer, je n'ai pas l'intention de partir. Il n'y a eu aucune discussion à ce sujet au sein du club et je n'ai reçu aucune information selon laquelle le

club devrait me vendre», a déclaré le buteur de 24 ans au média suédois Fotbollskanalen.

L'international suédois a inscrit 25 buts avec les Magpies la saison dernière, dont 21 en Premier League. Il a rejoint Newcastle en provenance de la Real Sociedad à l'été 2022.

Les clubs de Premier League votent en faveur de la VAR

La VAR sera maintenue en Premier League. Les clubs ont voté jeudi et ont décidé par 19 voix en faveur du maintien de la technologie. Toutefois, des améliorations seront apportées pour tenter de minimiser les erreurs.



La Premier League a voté jeudi en faveur du maintien de la VAR pour la saison prochaine, après le rejet de la proposition par Wolverhampton. Dans un communiqué publié sur son site officiel, la Premier League garantit la continuité du système, mais précise que des changements seront apportés pour améliorer le spectacle.

«Les clubs de Premier League ont voté aujourd'hui en faveur de la poursuite de l'utilisation de la VAR en Premier League. Bien que la VAR permette de prendre des décisions plus précises, il a été convenu que des améliorations devaient être apportées dans l'intérêt du jeu et des supporters. Dans le cadre des discussions approfondies qui ont eu lieu lors de l'assemblée générale annuelle, il a été convenu que PGMOL, la Premier League et les clubs ont tous un rôle important à jouer dans l'amélioration du système et de sa réputation.» Selon BBC Sports, la proposition présentée par les Wolves devait être approuvée par 14 des 20 clubs, mais le club a finalement été le seul à voter en sa faveur. Malgré ce vote défavorable, la proposition des Wolves a permis d'améliorer l'arbitrage vidéo en partenariat avec PGMOL, l'instance de régulation de l'arbitrage de la Premier League.